L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

Troisième année - N°90- Vendredi 15 février 1991 - ISSN 0995-0583 - Prix 6 F

AUJOURD'HUI UN COMBAT POUR LE DROIT AVEC LE PRÉSIDENT



Fondation Jean-Jaurès

VOTRE COURRIER

Félicitation pour ton contenu et ta nouvelle formule. Je te reçois maintenant plus régulièrement le samedi et non le lundi ou mardi comme précédemment. Un effort pour le routage a dû être fait.
J'ai lu avec intérêt ton article sur les "ZEP" n° 88 du 1er février. Cela fait maintenant quinze ans que j'enseigne dans une école classée aujourd'hui en zone d'éducation prioritaire. Dès 1977, nous avons engagé avec quelques collègues une réflexion afin d'être plus proche de la réalité sociale de nos élèves et d'adapter notre enseignement. Nous n'avons pas attendu les réformes venues d'en haut. Cela ne s'est pas fait sans les critiques ni l'indifférence de certains, sans conflit avec la hiérarchie.
C'est donc avec intérêt que j'ai étudié le dossier du ministère en avril 1989 annonçant la création d'une indemnité de sujétion spéciale de 6.200 F reconnaissant ainsi nos difficultés et les efforts que nous faisions pour y faire face.
Hélas, les 6.200 F sont devenus 2.000 F et, à ce jour, je n'ai rien vu sur ma fiche de paie pas plus que les points supplémentaires auxquels tu fais allusion. Je te fais grâce des sarcasmes de certains collègues (les indifférents) me sachant adhérent au PS.
J'ai beaucoup de mal à convaincre de l'énorme effort qui a été entrepris pour l'éducation depuis deux ans.
Jean-François Michel - Waziers (59)

■

"Vendredi" est le bienvenu, le très attendu, c'est le monde qui s'ouvre à moi ! Je comprends mieux les événements récents.
Quand j'étais enfant, le socialisme était un mot de bonne consonance. Mon père, dont la vie fut aussi rude que son rude métier de mineur, en parlait, en parlait encore et en parlait toujours. Il avait une foi très grande. Il n'a pas été déçu. Chaque victoire remportée sur la misère, l'inconfort et la pauvreté l'a renforcé dans ses convictions.
Comme il était fier de "l'école laïque" ! En 1931, j'étais une petite fille de huit ans, eut lieu le cinquantenaire de l'œuvre d'un aïeul tribun que célèbre la France entière. "A Jules Ferry faisons gloire ! d'avoir, pour la scolarité, conçu le geste méritoire de créer la laïcité ! "Oui tous les enfants ont chanté cette chanson, et je ne l'ai pas oubliée. J'ai désormais 67 ans et j'ai les yeux fixés sur l'avenir de mes petits-fils, des enfants de France, et je suis frémissante d'espoir, malgré les lourds nuages qui nous cachent encore ce que nous désirons tous voir briller un jour : la grande lumière de la paix. Ne perdons jamais courage...
Juliette Dubusse - Wattrelos (59)

■

Il n'est pas de semaine où des lettres de lecteurs ne dénoncent l'inutilité de la guerre du Golfe, en avançant deux excellentes raisons.
1) Il aurait été possible d'obtenir l'évacuation intégrale du Koweït par la négociation, en acceptant de faire quelques concessions à Saddam Hussein. Malheureusement, ces correspondants omettent de dire quelles concessions. S'agirait-il de l'évacuation des territoires palestiniens occupés ? Mais Saddam Hussein ne s'intéresse à la Palestine que depuis la condamnation de l'invasion du Koweït. A l'origine du conflit sont l'apurement des dettes de l'Irak, la recherche d'un meilleur accès au golfe Persique, et l'accroissement du potentiel pétrolier. C'est pour cela, et non pour défendre les Palestiniens, que le Koweït a été envahi et purement et simplement annexé.
Paradoxalement, nous serions donc conduits, pour obtenir l'évacuation du Koweït, à en accepter l'annexion. Ce n'est pas vraiment l'objectif recherché.
2) L'embargo aurait suffi à lui seul à faire céder l'Irak. Il suffisait de savoir attendre, et nous étions d'ailleurs proches du dénouement. Notons que la guerre n'a pas mis fin à l'embargo, et qu'elle aurait même plutôt renforcé l'étanchéité des frontières. Car, là aussi, on oublie que les frontières n'ont jamais été infranchissables, que la contrebande existe partout, et que les pays frontaliers (Jordanie, Turquie...) dont l'activité économique est tributaire du commerce avec l'Irak ont été fortement touchés par l'embargo et auraient pu changer de camp au fil du temps, qui ne travaillait pas uniquement contre Saddam Hussein.
Naturellement, la guerre est le pire moyen de régler les désaccords entre nations, mais le déperissement de l'ONU ne serait pas la meilleure méthode pour éviter les conflits futurs. Voilà l'enjeu, il n'est pas que pétrolier, et les décisions prises seront graves de conséquences, autant pour nous que pour les générations futures. Il faut sans doute y réfléchir avant de traiter de bellicistes ceux qui soutiennent la politique de François Mitterrand.
Pierre Delarue - Gravigny (27)

■

Est-il indigne qu'un grand pays, le nôtre, défendre le droit ?
Il est vrai que la communauté internationale n'a pas, dans le passé, réagi de manière aussi rigoureuse, que des nuages de pétrole obscurcissent la limpidité de la cause.
La passivité d'hier ne saurait justifier l'inaction aujourd'hui à l'égard d'un dictateur. Afficher le refus de se défendre contre Saddam Hussein, c'est l'encourager à imposer sa loi. Il est permis de penser que les conditions sont aujourd'hui propices à l'avènement d'une nouvelle organisation internationale fondée sur le droit. La fermeté d'aujourd'hui à l'égard de l'Irak légitime celle dont nous userons demain à l'égard d'autres pays. C'est parce qu'elle a fait le choix de la fermeté que la France pourra demain, dans le cadre d'une conférence internationale, faire entendre sa voix et, le cas échéant, sa différence. Le pétrole, dites-vous ? Personne ne veut mourir pour le pétrole, mais tout le monde en a besoin. Dans la vie quotidienne, pour faire tourner les entreprises, pour assurer le transport des marchandises.
Est-il indigne qu'un grand pays, le nôtre, defende ses intérêts vitaux, c'est-à-dire son indépendance, dans cette région du monde qui lui fournit 75% de son approvisionnement en pétrole ? Fallait-il poursuivre l'embargo ?
Plus de 500 entreprises, dans 50 pays, auraient violé l'embargo contre l'Irak. Prolonger une logique devenue inopérante ne pouvait conduire qu'à servir les intérêts de l'agresseur.
Personne n'a le monopole de la paix. Ceux qui prennent pour cibles les démocraties occidentales et leurs dirigeants en épargnant Saddam Hussein moins que les autres.
Il importe, à présent, de veiller à la cohésion nationale. Nous devons aussi avoir le courage de dire à nos amis arabes que Saddam Hussein ne saurait incarner légitimement la cause arabe. Nous devons appeler toutes les communautés qui vivent en France à ne pas tomber dans le piège de la haine raciale. La France n'est pas en conflit avec la communauté musulmane. C'est en faisant preuve de calme, de tolérance, en refusant de céder à la haine raciale que nous contribuerons, en France, à sauver la paix.
Jacques Vuillemin - Besançon (25)

■

Sans être un belliciste forcené, sans être un faucon, on ne peut pas être contre la guerre comme instrument de respect du droit international. Comment en effet lutter contre la violence et la dictature quand tout a été tenté pour aboutir à une solution pacifique ?
Aujourd'hui, on ne peut pas réagir contre la guerre sans faire le jeu de Saddam Hussein, sans lui offrir sur un plateau des arguments qui en convaincront d'autres, cercle vicieux à l'infini qui aboutira, du moins l'espère-t-il, à la démission des pays intervenants et, donc, à l'annexion de fait d'un pays souverain. Défiler, manifester contre la guerre, c'est devenir l'otage et l'arme d'un dictateur maniant avec dextérité l'arme psychologique et les médias.
Mais comme toute guerre est insupportable en elle-même, il nous faut agir contre ses causes lointaines et récentes mais aussi préparer de façon active la paix future, nécessaire étape d'un développement de cette région vers plus de démocratie, de partage et de justice sociale. Agir contre ses causes, c'est ne pas négliger les autres tensions existant dans cette zone, c'est donc apprendre à les connaître d'abord, à les réduire ensuite. Il faut favoriser les rencontres bilatérales, le dialogue, les échanges. Chacun doit mieux connaître l'autre dans la perspective d'un réglement global protégeant les intérêts légitimes de chaque partie concernée directement.
Jean-Luc Schwaba - Druye - (37)

■

Bush, c'est vraiment le mal, la barbarie, le gendarme du monde, le grand loup-garou ! Voyez !
Il envahit son voisin du Sud, Etat indépendant, appartenant comme lui à l'Organisation des Nations Unies. Il gaze ses concitoyens du Nord. Il fait semblant, à la frontière ouest, de se rendre, puis il tire, en traître. Il élimine ses opposants, ses généraux susceptibles de lui faire ombrage, après une guerre de huit ans, avec son voisin de l'Est. Il prend des otages et les place sur des sites stratégiques. Il crée de gigantesques marées noires, etc. Les USA, c'est vraiment l'absence de morale, de loi ! C'est le Talion, la jungle, le renard dans le poulailler ! En un mot : c'est la "Busherie" !
Au contraire, Saddam Hussein, c'est : le respect du droit international et des droits de l'homme ; de longs mois de patientes négociations pour trouver un compromis ; le débat pluraliste au sein des assemblées des représentants du peuple, élus démocratiquement ; la liberté d'expression des minorités et de l'opposition dans une République constitutionnelle... Bref, c'est l'honneur du Sud, du tiers monde et du peuple arabo-palestinien face au riche Occident capitaliste !
Et après tout cela, vous voudriez que je trouve légitime la guerre de l'impérialisme yankee ?
Jena-Pierre Bonnel - Gap (05)

■

Dans les circonstances actuelles, nous devons soutenir la politique de la France dans la crise du Golfe car elle semble être la moins mauvaise et la seule réaliste, mais cela ne doit pas nous empêcher de réfléchir. Réfléchir à l'engrenage qui nous a amené à cette situation et à ce qui devrait se passer après, en particulier en ce qui concerne le commerce des armes dont nous voyons aujourd'hui l'absurdité suicidaire. Des Français risquent leur vie pour détruire des armes fournies par leur propre pays... ou par d'autres. Allons-nous continuer d'armer la Syrie, l'Arabie Saoudite ou les pays du Maghreb alors que ces régions risquent de changer ? Allons-nous continuer à vendre des armes à des gouvernements totalitaires d'Afrique ou d'ailleurs alors que les populations manquent de tout ? Allons-nous accorder des aides alimentaires, en produits manufacturés ou en technologie aux pays de l'Est, URSS en particulier, sans leur demander très fermement de démanteler leur énorme potentiel militaro-industriel qui, lui, continue à tourner et à exporter ? C'est le moment de poser et résoudre ces questions car si nous ne faisons rien, nous nous retrouverons très vite dans dessituations semblables.
Jacques Charpentier - Nîmes (30)

■

Les oiseaux se cachent pour mourir. L'hiver n'épargne rien de ce qui nous entoure et dont nous avons tant besoin. Comment ne pas être révolté lorsque l'on voit que des sans-travail, sans-abri attendent de la charité publique (armée du Salut) un bol de soupe chaude, seul repas de la journée pour beaucoup avant de regagner un abri éventuel (métro) pour la nuit ? Les centres sont insuffisants.
Révolté oui ! Les socialistes, dont l'emblème est la fraternité, restent amorphes devant cette grande misère. Quelle civilisation vivons-nous ? Des milliards qui auraient pu sauver des vies humaines vont dans l'armement, la destruction, la désolation, la mort. La guerre que nous n'avons pas voulue, peut-être, mais dans laquelle nous sommes trop engagés pour reculer.
Mme Vent - 75013 Paris

■

Vendredi
10, rue de Solferino
75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174
Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57
Téléphone :
pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56...(précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom

DIRECTION
Directeur de la publication :
Bernard Roman (78.48)
Comité de direction :
Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Pierre Guidoni, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Arnaud Massip, Pierre Moscovici, François Rebsamen, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

REDACTION
Rédactrice en chef :
Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction :
Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction :
Jacques Goubin (78.82)

Politique : J.-Pierre Bédéï (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (78.55)
Secrétaires de rédaction :
Vanda Gervasio (78.61)
Taoufik Khatib (adjoint) (78.54)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Photo : Pascal Lebrun (78.53)
Secrétariat : N (77.92)

ADMINISTRATION, GESTION
Madeleine Darbel (78.44)
Annick Jacquet (77.96)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 43.70.86.80

FABRICATION
Photogravure, montage :
Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers / Bottin-direct - Paris

N° Commission Paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

Crédits Photo :
D.R. (p. 1) ; A.F.P (p. 4) ; Sirpa-Bassignac / Gamma (p. 7) ; Pascal Guyot / A.F.P. (p. 8) ; Patrick Sommelet / Diaf (p.11) ; Zintzmeyer / Jerrican (p.12) ; Sigurd Thorson / Imapress (p.13) ; Nicolas / Sipa Press (p.15) ; Eric Ben / Sipa Press (p.18) ; M. Pelletier / Gamma (p.19); D.R. (p.20) ; Mélanie Carr/ Zéphyr Pictures (p.21) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 252.000 ex.

CETTE SEMAINE

2 Courrier

POLITIQUE

4 • Gouverner en temps de crise
• La campagne des socialistes
5 • Radioscopie du PS
• Pierre Mauroy
6 Tribune :
• Laurent Fabius
• Pierre Guidoni
7 Interview : Pierre Joxe

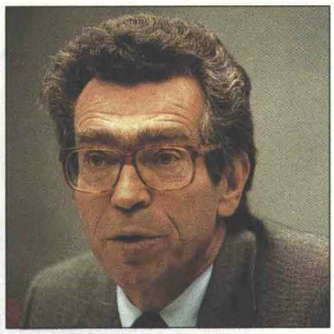
INTERNATIONAL

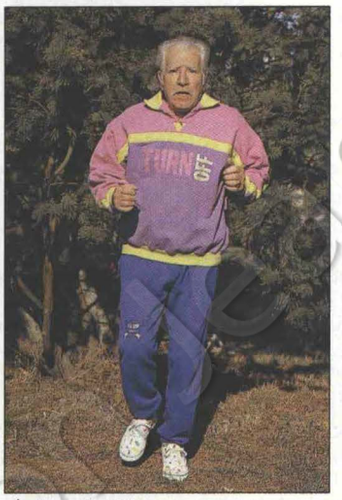
8 • Un mois de guerre
• Les déclarations de François Mitterrand
9 Du bon usage de la dissuasion
10 • La droite et le Golfe
• Pérou : le choléra
• Pays basque

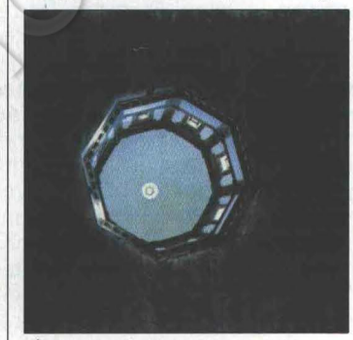
11 à 13 DOSSIER
Après la vie active
11 Le monde des retraités
12 Les Villages vacances familles
13 Portraits du troisième âge

IDEES

14 Michel Wievorka : "La société française s'en sort plutôt bien"


▲ Pierre Joxe, ministre de la Défense


▲ Que de différences au troisième âge


▲ Lumière de Hollande : Jan Dibbets

ECONOMIQUE ET SOCIAL

15 • Le coût de la crise
• Congrès de la FEN

REGIONS

16 Eliminer les déchets

VIE PRATIQUE

18 L'indemnisation des catastrophes naturelles

CROQUIS

19 • Claude Estier
• Virgil Tanase
• Le dessin de la semaine

CULTURE

20 • Lumière de Hollande
• Cinéma : "Misery"
• Télévision
21 • Mozart et le Golfe
• Livres de poche
22 • Post-scriptum
• Agenda spectacles

INVITE

23 • Invité : le mime Marceau

CONVENTION NATIONALE AGRICOLE

sur le thème :

AGRICULTURES
ET ESPACES RURAUX
DANS NOS SOCIETES

avec Jacques Delors, Georges Garot, Pierre Mauroy, Louis Mermaz et René Souchon.

Samedi 23 février 1991
Maison de la Chimie
28, rue Saint-Dominique 75007 Paris. Rens. 45.56.77.86

Ponia, la souille

Le sénateur UDF du Val-d'Oise, qui avait défrayé la chronique lorsqu'il était à l'Intérieur, vient encore de se signaler à l'attention publique. En effet, il a déclaré dans "Minute la France" que "chaque minaret qui se construit annonce notre libanisation". Et il poursuivit en se demandant si "nous ne devenons pas un campement africain et tiers-mondiste toujours plus vaste et islamisé". Un langage qui rappelle furieusement celui du Front national, mais cela ne choque nullement notre cher prince, qui estime que "sans arrangement électoral, il n'y aura pas retour au pouvoir". En attendant, ce qui ne s'arrange pas, c'est le mode de réflexion d'éminents représentants de l'opposition. Nous attendons, avec impatience, qu'un des leaders déclare que ces propos ne "sont pas convenables".

J.R.

gouverner en temps de crise

Même si les ministères continuent à travailler normalement, la guerre a nécessité la mise en place de structures gouvernementales particulières. Au centre du dispositif, une concertation resserrée entre l'Elysée, Matignon, et la Défense, les Affaires étrangères, et l'Intérieur.



▲ *Palais de l'Elysée, 9 heures du matin*

Deux fois par jour, les plus hautes autorités de l'Etat se réunissent, à l'Elysée, pour faire le point sur l'évolution du conflit, prendre les décisions et assurer la coordination entre les différents ministères concernés par la guerre. Le matin, à 9 heures, se déroule une première séance de travail à laquelle participent Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Elysée ; Gilles Ménage, directeur de cabinet de François Mitterrand ; Hubert Védrine, porte-parole ; Pierre Morel, conseiller diplomatique du président ; l'amiral Lanxade, chef de l'état-major particulier du président ; Anne Lauvergeon, secrétaire général adjointe de l'Elysée ; Jean-Paul Huchon, directeur de cabinet de Michel Rocard ; Guy Carcassonne, chargé des relations avec le Parlement pour le Premier ministre et, enfin, les directeurs de cabinet des ministres de la Défense, des Affaires étrangères et de l'Intérieur. A 18 heures, se tient une réunion d'état-major. Elle met en présence François Mitterrand, Hubert Védrine, Jean-Louis Bianco, l'amiral Lanxade, Michel Rocard, le général Menu, chef du cabinet militaire du Premier ministre, Pierre Joxe, Roland Dumas, Philippe Marchand, le général Schmitt, chef d'état-major des armées, et les représentants des trois armes, le général Fleury (air), le général Forray (terre) et l'amiral Coatena (marine), ainsi que Guy Fougier, secrétaire général de la Défense nationale.

Outre la création de ces deux cellules, le gouvernement a modifié quelque peu son fonctionnement. Les déplacements ministériels sont soumis à l'autorisation de Matignon. Ils sont réduits au strict minimum de manière à ne pas mobiliser des forces de sécurité affectées, principalement, à une protection renforcée des lieux publics.

La communication est également très resserrée. Seuls Pierre Joxe, Roland Dumas et Philippe Marchand sont habilités à s'exprimer publiquement quand ils le souhaitent. Tous les autres ministres ne peuvent prendre la parole qu'avec l'autorisation du tandem Védrine-Carcassonne. "Cette stratégie nous permet d'assurer une présence gouvernementale périodique sobre et ciblée", affirme-t-on à Matignon.

L'INFORMATION DU PARLEMENT

L'information régulière des parlementaires est une des priorités que s'est fixée également le gouvernement. Depuis le 27 août, Michel Rocard réunit à Matignon, tous les jeudis soir, les représentants des groupes siégeant à l'Assemblée nationale et au Sénat. Il leur fait part de l'évolution de la situation. En outre, les récentes auditions de Pierre Joxe et de Roland Dumas respectivement devant les commissions de la Défense et des Affaires étrangères, ont été ouvertes aux autres députés. Une initiative qui devrait se poursuivre au cours des prochaines semaines et qui apparaît au gouvernement plus sérieuse que la réunion d'une session extraordinaire du Parlement. Michel Rocard n'a pas d'opposition de principe à une telle convocation des deux chambres mais il doute de son efficacité. "S'il s'agit de reproduire les débats de la Chambre des Communes en Angleterre où les ministres se bornent à confirmer ce qu'il y a dans la presse, c'est inutile, explique-t-on à Matignon. Mieux vaut organiser des réunions de commissions parlementaires élargies qui permettent des discussions plus souples et informelles." Enfin, l'Assemblée et le Sénat ne peuvent être réunis en session extraordinaire qu'à la demande d'une majorité parlementaire. Or, l'opposition s'avère très divisée sur cette question (voir l'article sur la droite).

En dehors de la crise du Golfe, la machine gouvernementale continue à tourner pour traiter des dossiers plus hexagonaux. La semaine dernière, s'est tenu un comité interministériel sur la ville. Ensuite, l'emploi a été au centre des préoccupations de Matignon. Mais le pouvoir ne souhaite pas que soient évoqués des sujets susceptibles d'engendrer des divisions politiques au grand jour, au moment où les soldats français sont engagés sur le front militaire. C'est pourquoi la session parlementaire qui devait traiter du statut de la Corse et de la dotation globale de fonctionnement a été reportée. Priorité à la cohésion nationale...

Jean-Pierre Bedeï

Parti socialiste : une campagne de soutien à François Mitterrand

Le Parti socialiste vient de lancer une campagne de soutien au président de la République dans la guerre du Golfe. Il s'agit d'expliquer la politique de François Mitterrand au moment où la guerre devrait entrer dans une phase plus meurtrière.

Jusqu'à présent, l'opinion publique adhère dans une très grande majorité à la politique menée par François Mitterrand dans la crise du Golfe. Le dernier sondage BVA-"Libération" montre également que 80% des électeurs du PS "approuvent les décisions" du chef de l'Etat. Mais l'offensive terrestre qui se profile sera une "cruelle épreuve de vérité" risquant d'effriter à terme le soutien de l'opinion publique envers la politique gouvernementale. C'est pourquoi les socialistes se sont engagés dans une vaste campagne d'explication qui devrait mobiliser toutes les sections. Outre la très large diffusion du texte adopté par le comité directeur, d'autres instruments de communication et de popularisation sont prêts. Deux affiches représentant François Mitterrand avec comme slogans : "Aujourd'hui, un combat pour le droit" et "Demain, la paix dans la justice", ont été tirées à 200.000 exemplaires (voir notre couverture). Un million et demi de tracts expliquant les positions de la France dans la guerre du Golfe seront également distribués. Enfin, le minitel 36.14 code PS sera régulièrement alimenté sur le sujet et les réunions d'information se multiplient au siège du PS, rue de Solferino, ou dans les fédérations.

Collection Parti Socialiste

radioscopie du PS

20 ans après la fondation du PS à Epinay, l'étude en profondeur du parti s'imposait. Annie Philippe et Daniel Hubscher l'ont réalisée dans : "Enquête à l'intérieur du Parti socialiste" (Albin Michel).

Qu'a fait le PS de ses vingt ans ? C'est finalement à cette question qu'ont tenté de répondre les deux auteurs dans leur ouvrage très fouillé et documenté. Ils n'ont rien laissé au hasard. Quelle force politique et électorale le Parti socialiste représente-t-il aujourd'hui ? Comment fonctionne-t-il ? Qui sont ses militants ? Quels ont été ses grands débats ? Comment ses courants ont- ils évolué ? Bref, tous les aspects de la vie du PS ont été passés en revue. A commencer par l'évolution idéologique, symbolisée par la mise à jour de la déclaration de principes qui, en une vingtaine d'années, a fait passer le PS de parti révolutionnaire à parti réformiste.



Point fort de l'étude : l'histoire des courants. Elle explique les nouveaux rapports de force internes et le fonctionnement actuel du PS. L'évolution du Céres, devenu "Socialisme et République" en 1986, est décrite avec beaucoup de pertinence. La mutation de ce courant qui est passé de "l'offensive à la défensive", de la réflexion sur la "transition au socialisme" dans les années 70 à celle sur le "repli sur l'Etat-nation" dans les années 80, éclaire judicieusement les difficultés actuelles de ce courant.

L'analyse du mitterrandisme est également pertinente : "Le mitterrandisme a toujours voulu se définir comme la majorité du Parti. Il répugne à être un "isme" de plus." Il est vrai qu'il a toujours constitué l'axe du PS. Plus qu'une idéologie, il s'avère être plûtot une démarche politique : "Rassembler les socialistes, rassembler la gauche, rassembler au-delà de la gauche, rassembler pour gagner l'élection présidentielle mais faire en sorte aussi que l'élection présidentielle serve à rassembler, voilà la démarche de François Mitterrand qui fonde le mitterrandisme." Les deux auteurs démontrent l'importance tactique du "vocabulaire marxiste" utilisé pendant longtemps par les mitterrandistes pour "affirmer une volonté forte de transformation sociale qui correspond aux sentiments des électeurs de gauche à l'époque" et pour "concurrencer le PC sur son propre terrain". Ils exposent également bien les raisons de fond qui ont amené l'éclatement de ce courant au congrès de Rennes : agonie de l'union de la gauche, trouble dû à la mise en place de la politique de rigueur, "succès idéologique" de Rocard au congrès de Toulouse. Par définition, le regard posé sur les "héritiers" du mitterrandisme, les courants respectifs de Laurent Fabius et de Lionel Jospin, manque davantage de recul et certains jugements peuvent parfois sembler hasardeux. Annie Philippe et Daniel Hubscher rappellent de manière intéressante que le courant Poperen, dont la résurgence s'est manifestée à Rennes, est en réalité l'un des plus vieux du PS puisqu'on peut le faire remonter à l'année...1958. Poperen avait alors fondé "Tribune du communisme". A partir de là, il a su maintenir "une permanence idéologique et stratégique" même si elle s'est fondue longtemps dans le mitterrandisme.

GUIDE PRECIEUX

Les auteurs mettent bien en évidence la cohérence, au fil du temps, du rocardisme, "réformisme authentique", qu'ils assimilent sur le plan économique à un "néolibéralisme". Si le mitterrandisme a pris en compte certaines orientations économiques préconisées depuis longtemps par Michel Rocard, les deux auteurs notent avec justesse que "c'est le rocardisme qui s'est rapproché de la conception mitterrandiste de l'autogestion comme simple extension de la démocratie."

Cette étude des courants a l'énorme mérite de synthétiser l'histoire du Parti socialiste. De même, le militant pourra retrouver avec plaisir les grands débats qui ont animé la vie du PS : l'armée, l'autogestion, les nationalisations, la rupture avec le capitalisme, les femmes, les alliances.

Enfin, ce livre est un guide précieux pour bien comprendre le fonctionnement des différentes instances du PS. De la réunion de section à l'organisation du congrès, toutes les structures du Parti socialiste sont disséquées. Le chapitre consacré aux militants et celui qui étudie le socialisme dans chaque région complètent solidement un livre qui est un outil indispensable pour bien connaître le PS. Au moment où le déclin des partis est au centre du débat politique, cette somme bien construite permet à ceux qui croient encore à un projet collectif de garder leurs repères.

J.-P.B.

Débattre, expliquer, anticiper

Débattre, expliquer, anticiper, le rôle du Parti socialiste pourrait se résumer dans ces trois idées. Ce rôle essentiel semble, pourtant, actuellement sous-estimé et mal compris.

L'expression, pourtant nécesaire, des courants et le poids des commentaires peuvent provoquer de redoutables effets pervers. Nos divergences se trouvent ainsi parfois amplifiées et occupent un espace médiatique sans rapport avec leur portée réelle.

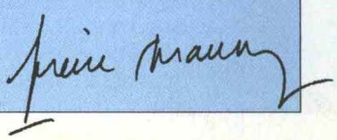
Débattre, nous en avons eu souvent l'occasion, même si tous ne l'ont pas saisie. Deux comités directeurs se sont pourtant réunis depuis le 16 janvier. Nous devons aller plus loin : une convention nationale, principalement consacrée aux questions internationales, se tiendra les 6 et 7 avril prochains.

En effet, si la discipline doit être appliquée parce qu'elle est, comme le débat, la règle de notre Parti, je suis convaincu que, devant des questions d'une telle ampleur, seuls l'échange des arguments, la confrontation des idées, la recherche d'une démarche commune, permettent réellement de renforcer notre cohésion et de préserver notre unité.

Dans l'épreuve, les Français se sont très largement rassemblés derrière le président de la République et le gouvernement et, contrairement à ce que l'on a pu lire ici ou là, les sondages montrent que ce sont les socialistes qui approuvent le plus massivement la politique de la France.

Cependant, pour transformer cette adhésion en soutien, nous devons redoubler notre effort d'explication et de mobilisation. Une campagne d'affiches et de tracts a été lancée cette semaine, des réunions seront organisées dans chaque fédération. A nous tous d'en assurer la diffusion et le succès.

A nous, aussi, de contribuer à cette "paix dans la justice" que nous appelons de nos vœux. Nous devons pour cela anticiper, continuer de multiplier les contacts avec les partis socialistes concernés, et réfléchir dès maintenant aux contours de la paix de demain.



SPECIAL GOLFE : TRIBUNES

En deux semaines nous donnons la parole aux sensibilités présentes au bureau exécutif. Cette semaine, Laurent Fabius et Pierre Guidoni s'expriment.

Laurent Fabius : "gagner la guerre pour préparer la paix"

La définition du pacifisme, selon le Petit Larousse, est "la recherche de la paix par la négociation..." Pendant cinq mois et demi, la démarche de François Mitterrand a, précisément, consisté à "rechercher la paix par la négociation". Il a poursuivi dans cette voie jusqu'au bout, encourant même les reproches de certains jugeant trop longue sa patience.

Au bout de 166 jours, il a bien fallu se rendre à l'évidence et en tirer conclusion : Saddam Hussein ne voulait à aucun prix d'une solution négociée et était déterminé à mener la guerre.



En réalité, les hostilités n'ont pas commencé le 16 janvier avec la première riposte militaire alliée ; elles ont été ouvertes le 2 août par l'Irak envahissant le Koweït. La porte restant depuis lors fermée à tout pourparler, le choix ne se situait plus, à l'échéance de l'ultimatum de l'ONU, entre la paix et la guerre. Le parti à prendre ne consistait plus qu'à se résigner à l'agression, ou à décider d'agir pour la faire cesser.

Le président de la République a choisi la résistance. L'immense majorité des Françaises et des Français qui l'ont approuvé ne sont pourtant pas des partisans de la violence. Ce serait trahir les mots et la vérité que de classer les deux camps entre pacifistes et bellicistes. Il y a ceux qui acceptent de s'incliner devant la force et ceux qui ne l'acceptent pas. Les premiers, refusant le recours aux armes, consentent en réalité au fait accompli, à ses conséquences déjà constatées et à celles, sans doute encore plus graves, à survenir. Les autres estiment nécessaire et juste de participer à l'action pour le retour au droit. Je suis de ceux-là.

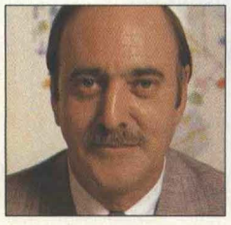
Ces deux choix de conscience sont respectables. Il ne serait pas honnête d'accuser celui qui n'approuve pas l'entrée de la France dans le conflit, de lâcheté, de défaitisme ; pas davantage de taxer de belliciste celui qui juge légitime d'organiser la résistance aux menées criminelles d'un fauteur de guerre, dont on ne sait jusqu'où iront les ambitions expansionnistes si rien ne vient les contenir.

En diverses circonstances, l'histoire a montré que la plus sûre façon de servir la paix n'était pas d'attendre sans réagir, en laissant l'agresseur renforcer ses positions et sa puissance de destruction. Au contraire, à hésiter à intervenir on n'échappe pas à l'obligation de le faire, un peu plus tard, et dans des conditions aggravées, après un temps prolongé de souffrances, de misère et de mort.

Tout l'avenir des relations internationales se trouve en jeu dans ce conflit. Depuis Yalta, l'équilibre du monde fondé sur la terreur reposait sur la neutralisation réciproque des deux superpuissances. On entrevoit aujourd'hui la possible naissance d'un nouvel ordre international, bâti sur l'arbitrage, le respect des droits de l'homme, de la souveraineté des Etats et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Laisser faire Saddam Hussein serait interdire son émergence. Puisque le maître de Bagdad a imposé la guerre, tout doit être fait pour la gagner et préparer ainsi les voies de la paix. ■

Pierre Guidoni : réponse à Jean Poperen

Je ne parlerai pas de la guerre : c'est l'affaire des soldats, qui ont droit à toute notre solidarité. Je ne parlerai pas de la paix : c'est l'affaire des diplomates, et c'est trop tôt. C'est d'ailleurs la paix qui permettra de juger du sens de la guerre : une guerre n'est celle du droit que si elle débouche sur une paix de justice.



Mais Jean Poperen a posé deux questions intéressantes : "Le proarabisme est-il obligatoirement de gauche ? L'antiaméricanisme est-il de gauche ?"

Que l'antiarabisme -la haine et le mépris des Arabes- soit de droite, et même d'extrême droite, nul n'en doute, et sûrement pas Jean Poperen. Que l'américanolâtrie -la conviction que les Etats-Unis, quoi qu'ils fassent, quoi qu'ils disent, ont toujours raison- soit de droite, soit une des caractéristiques de la droite française et européenne, chacun le sait, à commencer par Jean Poperen.

Qu'appelle-t-on, en 1991, en France, le proarabisme ? S'agit-il de ceux qui pensent que la France, puissance méditerranéenne -on ne choisit pas sa géographie- liée depuis des siècles au monde arabo-islamique -on ne choisit pas son histoire- avec une importante communauté musulmane sur son sol, a un intérêt vital à maintenir les meilleures relations avec les pays du Maghreb, leurs peuples, leurs élites et leurs gouvernements ? Qu'elle joue son statut dans la qualité des rapports qu'elle entretient avec le Machrek dans son ensemble, y a-t-il, pour la France, au plan international, beaucoup d'enjeux plus importants que celui-là ?

Ils ont pour eux la force de l'évidence et du bon sens, on en conviendra.

S'agit-il de ceux qui, tout en étant passionnément attachés à l'existence d'Israël et à sa sécurité -c'est mon cas, et depuis longtemps- pensent que les Palestiniens ont droit à une patrie, que ce droit leur a été trop longtemps refusé, et qu'il faut au plus tôt organiser sur la terre de Palestine la coexistence harmonieuse des deux peuples et des deux Etats ? Mais c'est ce que pensent tous les socialistes, et notre gouvernement lui-même, pour ne pas citer le président de la République. Sommes-nous tous atteints par le proarabisme ? Evidemment non. Ceux qui sont visés, ce sont ceux qui diraient que les Arabes, parce qu'ils sont Arabes, représentent toujours la juste cause. Mais je ne connais personne qui soit proarabe de cette façon. Ce ne serait d'ailleurs ni de droite ni de gauche, ce serait idiot.

Il en va de même pour la seconde question. Nous sommes associés aux Etats-Unis pour la mise en œuvre "par tous les moyens" des résolutions de l'ONU. Est-ce à dire que nous avons perdu -que nous devons perdre- toute indépendance d'esprit ? Oublier la responsabilité américaine dans le désordre du monde, et d'abord du tiers monde, l'arrogance avec laquelle ils mènent les négociations du GATT ? Gommer les bévues d'une diplomatie souvent expéditive, toujours soucieuse avant tout de ses propres intérêts ? On peut aimer et admirer les Etats-Unis -c'est mon cas, et depuis longtemps- et garder son libre arbitre. Il n'y a d'alliance qu'entre pays libres et souverains : sinon, cela s'appelle un protectorat.

Je ne connais donc pas, en France -je n'ai jamais rencontré- personne qui soit antiaméricain. A moins de considérer comme tels ceux qui sont attachés à l'indépendance de notre pays, à son autonomie de décision, et qui disent, comme Jean-Pierre Chevènement, que leur fidélité ne va qu'à la France. A moins de considérer comme coupables d'antiaméricanisme tous ceux qui émettent des critiques -si timides soient-elles- ou des objections -même nuancées- à l'égard de tel ou tel aspect de la politique de notre grand allié. A moins d'admettre désormais -mais quel changement de perspective, pour les socialistes !- que nous sommes une province de "l'Occident" et que nous acceptons pour aujourd'hui et pour demain le "leadership" de la seule puissance qui compte. Mais, à ce compte, il n'y a en France que des coupables, à l'exception d'Yves Montand et de quelques autres, et nous avons, à l'occasion, tous péché sans le vouloir. N'est-ce pas, mon cher Jean ? ■

Pierre Joxe : "l'importance du potentiel irakien révèle les intentions réelles de Saddam Hussein"

Avant de repartir en compagnie de Michel Rocard pour l'Arabie saoudite, Pierre Joxe, le nouveau ministre de la Défense fait pour "Vendredi" le point de sa rencontre à Washington avec le président George Bush. Il souligne "la coopération excellente" des forces françaises et américaines.

***"Vendredi".* Vous revenez de Washington, où vous vous êtes entretenu avec votre homologue américain, Dick Cheney. Quel était l'objectif de cette rencontre ?**

Pierre Joxe. Depuis le début de la guerre, la France et les principaux alliés se sont informés mutuellement, et ont été associés aux décisions majeures. Ma rencontre avec Dick Cheney était, d'une part, une première prise de contact et, d'autre part, une réunion de travail faisant suite aux rencontres que j'ai eues avec mes homologues saoudien, koweïtien et égyptien. J'ai, en outre, rencontré le président Bush et son conseiller pour les Affaires stratégiques, Brent Scowcroft. Nous avons bien sûr fait le point de la situation militaire dans le Golfe et de ses prolongements dans les jours à venir. Mais nous avons également parlé de l'ensemble des dossiers touchant les questions de défense.

Pouvez-vous estimer l'effet réel des bombardements sur le potentiel militaire irakien ?

Je comprends la surprise ou la méfiance des Français devant les quelques incertitudes sur la nature et l'ampleur des destructions réalisées au cours de la phase aérienne, après le déversement de dizaines de milliers de tonnes de bombes.

Ce qu'il faut savoir, c'est que les renseignements ne proviennent pas directement de ceux qui se trouvent sur le terrain. Ils sont donnés par les photos satellites ou par des photos prises d'avion et par des informations permettant, par déduction, par recoupement, de mesurer les dommages, en voyant comment fonctionnent -ou non- le système de transmission, certains réseaux ferrés, l'importance des convois sur les routes, etc. C'est pourquoi ces destructions ne peuvent être chiffrées de façon précise, notamment pour les matériels militaires (chars ou pièces d'artillerie) dont on ne comptabilise que les destructions sûres.

Un char peut être neutralisé et paraître intact. Il ne faut pas oublier, en outre, que le but des premières campagnes aériennes a été aussi la mise hors d'état des systèmes de communication, des usines chimiques et nucléaires et des sites stratégiques. L'objectif est de réduire la capacité de résistance irakienne afin de diminuer les risques quand les opérations terrestres interviendront.

N'êtes-vous pas surpris par une certaine résistance des Irakiens ?

L'importance du potentiel militaire irakien était en partie connue mais elle apparaît peut-être plus développée et plus dissimulée qu'on ne le pensait. La révélation de cette structuration et le degré de dissimulation éclairent d'ailleurs les intentions réelles de Saddam Hussein.

Quel sera le rôle des forces françaises dans l'offensive terrestre ?

Cette phase, que les Français, dans leur grande majorité, estiment inévitable en raison de l'entêtement de Saddam Hussein, sera menée, si elle se déclenche, avec l'ensemble des forces coalisées. Les soldats français, avec les Egyptiens, les Saoudiens, les Britanniques, les Américains, qui constituent l'essentiel du dispositif, prendront toute leur part à cette phase dangereuse, comme ils le font dans l'actuelle phase aérienne au sein du dispositif international. J'insiste sur ce point car, au début, certains pensaient que les Français étaient un peu en retrait. Il n'en est plus question aujourd'hui : tous les aviateurs de toutes les armées coalisées apprécient et admirent les performances et les capacités des aviateurs français. Outre les missions de bombardement, tous les jours, ou presque, des éléments de l'armée de l'air française protègent des missions menées par des avions américains. Des chars américains ont été transportés par les porte-chars français. Il y a une bonne articulation des éléments français entre eux mais aussi avec les autres forces de la coalition, en particulier américaines.

Les relations des chefs d'état-major français et américain vous semblent donc bonnes ?

Tout à fait. La coopération avec les forces américaines est excellente. Le général Roquejeoffre rencontre régulièrement le général Schwarzkopf. Il ne faut pas chercher à tout propos et hors de propos à opposer les uns aux autres les pays coalisés : il y a eu jusqu'à présent un bon accord sur les conditions de mise en œuvre des forces aériennes, navales et bientôt peut-être terrestres.

Je comprends qu'on se soucie beaucoup du poids des Etats-Unis aujourd'hui dans la guerre comme demain dans la paix. La France, pour sa part, a toujours su avec ses alliés, que ce soient les Américains, Israël ou d'autres pays, dire haut et clair ce qu'elle pensait, ce qu'elle voulait. Elle est considérée dans le monde arabe comme un pays qui ne s'aligne pas sur les autres. Mais ne pas s'aligner sur tel ou tel pays ne signifie pas non plus se méfier systématiquement des Américains.

Allez-vous en Arabie saoudite pour soutenir le "moral des troupes" ?

Je rencontrerai les responsables de la logistique du dispositif Daguet et des unités que je n'avais pas visitées lors de mon premier séjour. J'ai été alors frappé par le moral élevé des soldats français, malgré les conditions, souvent spartiates, dans lesquelles ils vivent.

Propos recueillis par Ghislaine Toutain



Pierre Joxe lors de sa précédente visite en Arabie saoudite

un mois de guerre, et maintenant ?

La politique de François Mitterrand est toujours largement approuvée. Le président a clairement précisé les options retenues par le gouvernement français pour la deuxième phase de la guerre qui s'annonce, ainsi que ses options de paix pour l'après.

A l'évidence, après quatre semaines de guerre, Saddam Hussein s'enfonce dans un entêtement farouche. Resté sourd aux "idées" de plusieurs pays avancées par le président iranien Rafsandjani, il est peu probable qu'il réserve un meilleur accueil à l'émissaire personnel de M. Gorbatchev dépêché à Bagdad mardi 12 février.

La rupture de ses relations diplomatiques avec plusieurs pays de la coalition -dont la France et les Etats-Unis- puis la teneur de son discours radiodiffusé rappelant sa détermination "irrévocable d'affronter l'agression" ne laissent guère de doute sur ses intentions, alors que les tirs de missiles sur Tel-Aviv et Riyad reprenaient.

Après un long entretien avec son ministre de la Défense, Dick Cheney et le chef d'état-major interarmes, Colin Powell, George Bush vient d'annoncer sa décision de prolonger la phase des raids aériens "pendant un moment" avant l'engagement d'une éventuelle offensive terrestre.

Comme l'explique Pierre Joxe, dans l'entretien qu'il nous a accordé à son retour de Washington où il s'est entretenu longuement avec son homologue américain, le choix était autant militaire que politique. George Bush a choisi, pour l'instant, la voie qui permet d'épargner les vies des soldats américains et alliés.

Pour sa part, le 7 février dernier, s'exprimant pour la première fois publiquement depuis le début du conflit, François Mitterrand a voulu préparer l'opinion française à "cette épreuve cruelle de vérité" que sera inévitablement la phase terrestre lorsqu'elle se déclenchera. Il a rappelé, à cette occasion, son hostilité totale (cf encadré) à l'utilisation des armes chimiques, bactériologiques et nucléaires. Si l'on en croit le baromètre BVA/ 7 sur 7/"Libération", les Français soutiennent toujours largement la politique du président, appuyée par plus des deux tiers des personnes interrogées.

Ghislaine Toutain



François Mitterrand : "nous ne devons pas utiliser l'arme chimique"

LA PHASE TERRESTRE DE LA GUERRE

Elle est inévitable. Elle sera dure. Nous entrons dans la phase difficile de la guerre. La bataille terrestre, que je ne saurais fixer, s'annonce pour les jours qui viennent, un peu plus peut-être, en tout cas dans le courant de ce mois. Cette épreuve cruelle de vérité aura lieu. Il faut que les Français y préparent leur esprit.

L'UTILISATION DES ARMES CHIMIQUES, BACTÉRIOLOGIQUES ET NUCLÉAIRES

- Vous savez peut-être que c'est la France qui est dépositaire de la convention de 1925, garante de l'interdiction de l'arme chimique.

Nous avons organisé en France, à Paris, au début de 1989, une conférence internationale pour l'interdiction des armes chimiques. Nombreux ont été les pays, quelque cent cinquante, cent quarante-neuf exactement, qui ont signé le document final et, parmi eux, l'Irak et la France. Ce que fera l'Irak ? Je ne le sais. Les signes annonciateurs sont ceux que vous savez.

M. Saddam Hussein n'a pas caché son intention. Cela ne modifie pas mon opinion. Nous ne devons pas nous servir de l'arme chimique. Nous disposons de moyens classiques qui nous permettront de défendre et de faire triompher le droit dans ce conflit, mais nous ne devons pas succomber à cette volonté de riposte sur ce même terrain. On voudrait nous y conduire. Il faut s'y refuser. Ni arme chimique, ni arme bactériologique, ni arme nucléaire.

LE BUT DE LA GUERRE ET DE LA PAIX

Il y a le territoire du Koweït qui doit être entièrement libéré de toute emprise militaire irakienne. Il faut aussi se prémunir contre tout retour en force de ces mêmes armées. Il faut donc garantir les alentours du Koweït. Mais ce que je dis ne doit pas être objet de confusion. C'est le seul objet de guerre, et je ne pense pas, je ne souhaite pas, -je dirai même, je ne veux pas- au nom de la France, que cela se transforme en guerre sur le territoire de l'Irak tout entier avec tout ce que cela comporte d'occupation des villes, de résistances, de luttes quotidiennes par d'autres moyens. Non. On libère le Koweït. On veille à ce que l'opération militaire s'achève par la victoire des vingt-neuf

alliés coalisés et puis on commence à parler sérieusement -on peut le faire dès ce soir- des buts de paix.
C'est le Conseil de sécurité des Nations Unies qui a autorisé la guerre, l'emploi des moyens, n'importe quels moyens possibles. C'est le Conseil de sécurité des Nations Unies qui doit organiser le retour à la paix. Il ne faut pas s'y tromper, aucune autre autorité ne peut s'y substituer.
Il faut une garantie internationale. Il faut que chacun de ces pays et d'abord, naturellement, l'Irak et le Koweït, et tous les autres, voient reconnu le respect de leurs frontières actuelles, telles qu'elles sont reconnues par l'ensemble des nations, le respect de leur souveraineté, le respect de l'équilibre général du Proche et du Moyen-Orient. Voilà le premier point.
Le deuxième point : il faut organiser la sécurité. Et la sécurité, cela veut dire organiser avec l'accord de ces pays le contrôle des armements. Il faudra contrôler -et je dis tout de suite que je suis d'accord- les ventes d'armes. Il faudra que tous ces pays puissent participer entre eux et avec d'autres à une conférence qui organise la paix dans la sécurité mutuelle. Il faudra penser au développement économique. Pour cela, il faudra que l'on conçoive autrement la distribution des profits du pétrole. Il ne faudra pas supporter qu'il y ait ces pays les plus riches à côté des pays les plus pauvres et que cela continue.
Enfin, je n'irai pas plus loin, il faudra une ou plusieurs conférences internationales, selon l'objet de nos conférences, notamment celle qui doit viser le conflit israël-pays arabes ; le cas échéant, celle qui mettra le Liban à l'abri de l'occupation des armées étrangères.

LE TERRORISME

- Il y a un autre risque dont nous n'avons pas parlé : c'est le terrorisme. La continuation de la guerre va nous conduire à l'affrontement terrestre, qui sera dur, difficile à supporter. Il faudra demander aux Français, aux familles, beaucoup de courage moral, auquel il faudra répondre par un grand élan de solidarité. Il faudra en même temps définir des buts très clairs ; ce que fait la France doit être compris par les Français. Nous n'aimons pas la guerre et nous ne la voulons pas ! Mais la guerre comporte des sacrifices, on y arrive. Il y a aussi les conséquences de la guerre, chez nous, et dans l'ensemble des pays qui sont mêlés à ce conflit, c'est-à-dire le développement du terrorisme. Nous prenons vraiment toutes les précautions possibles imaginables pour prévenir le terrorisme. L'Etat, croyez-moi, ne sera pas défaillant.

LE CONFLIT ET L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Je ne pense pas que le conflit dure longtemps, si longtemps qu'il mette en péril l'économie des pays occidentaux, et particulièrement notre économie française, et je m'inquiète un peu de cette espèce de paralysie qui s'empare soudain -c'est une psychose, et une mauvaise psychose- de beaucoup d'entrepreneurs qui n'investissent plus, qui arrêtent de recruter, alors qu'il n'y a pas de raison. Notre économie n'a pas été atteinte en quoi que ce soit ; c'est comme ces nombreux compatriotes qui ont cru nécessaire d'acheter pour en avoir des réserves un certain nombre de produits dont aucun ne dépend des productions du Moyen-Orient.
Tout cela, ce sont des psychoses qui passent, qui traversent l'opinion ; mon devoir est de mettre en garde nos compatriotes, les Français, contre toute une série de vagues d'opinion qui sont finalement dangereuses pour nous. Notre économie tient le coup, elle n'est pas menacée. La guerre coûte cher, mais nous sommes en mesure de l'assumer dans le cadre normal d'un budget, sans que l'économie ne soit atteinte en profondeur.

(Entretien avec les journalistes du 7 février 1991)

du bon usage de la dissuasion

En annonçant qu'en aucun cas il n'autoriserait les armées françaises à utiliser des armes chimiques, biologiques ou nucléaires, le président de la République s'est-il privé verbalement de moyens de riposte efficaces face à Saddam Hussein, ou a-t-il porté atteinte au principe même de dissuasion, comme le suggèrent certains responsables de l'opposition ?

Il est vrai que le principe de dissuasion postule que l'adversaire craigne à tout moment que vous ne répliquiez de la façon la plus étendue possible. Mais de ce même débat qui s'engage on ne peut tirer que deux conclusions : soit l'opposition n'a pas réellement intégré la logique de la dissuasion, et c'est grave, soit, bien qu'ayant compris la position du chef de l'Etat, elle veuille s'engager dans une polémique en période de conflit et c'est honteux.
La France est dépositaire du traité de 1925 qui interdit l'utilisation d'armes chimiques. Elle a réuni à Paris une grande conférence internationale en janvier 1989 pour relancer la conclusion d'un traité sur l'interdiction de fabriquer de nouvelles armes. Le président de la République a annoncé solennellement à la tribune de l'ONU que la France ne possédait pas d'armes chimiques. Faire semblant de pouvoir les utiliser aujourd'hui aurait pour effet de décrédibiliser doublement la France : pour avoir menti auparavant en niant posséder ce type d'armes, tout en se portant au premier rang des partisans du désarmement chimique, et en adoptant et faisant mine d'adopter des postures militaires dont elle n'a pas les moyens. Bref, elle perdrait sur tous les tableaux.

Sur le terrain

800 soldats du 2e régiment d'infanterie de marine ont rejoint leurs camarades stationnés en Arabie Saoudite. Il y a 12.000 militaires français sous les ordres du général Roquejeoffre, 19.000 en tout si on compte les forces navales (10 bâtiments) et les militaires stationnés à Djibouti.
En Arabie Saoudite, les troupes françaises disposent de 500 blindés dont des chars Amx 30/B2 et des Amx 10, des canons de 155 mm et 120 hélicoptères de combat dont 60 Gazelle équipées de missiles Hot.
Les forces aériennes françaises (1.000 hommes) disposent de 40 avions de combat (Mirage F1, Mirage 2000, Jaguar et avions ravitailleurs et de transport).

Pour le nucléaire, on revoit se dessiner le clivage entre les partisans de la dissuasion et ceux de la banalisation de l'arme nucléaire qui l'utiliseraient comme l'arme de champ de bataille. Nos armes nucléaires garantissent notre sanctuaire national et nos intérêts vitaux. C'est notre politique constante depuis que la France a rejoint le club des puissances nucléaires. Or, la France n'est pas intervenue dans le Golfe pour garantir l'un ou l'autre mais pour défendre le droit international.
Brandir aujourd'hui l'arme nucléaire serait un changement doctrinal absolu. Pour devenir crédible, la dissuasion nucléaire doit être réservée à certaines situations... et n'être pas agitée à tout bout de champ. Aurait-on dû menacer Khadafi de l'arme nucléaire pour protéger le Tchad ? On voit le risque de dérive.
En outre, est-il raisonnable à l'heure où la communauté internationale tente de limiter la prolifération nucléaire, notamment au Proche-Orient, de menacer de nucléariser le conflit ? On ne ferait que décupler les motivations des autres pays à se doter de l'arme nucléaire. Enfin, il faut penser dès maintenant à l'après-guerre. Quel pourrait-il être si le conflit se terminait par le feu nucléaire ? On ne peut à la fois demander à la France d'avoir une politique arabe et menacer de lancer des armes nucléaires sur les populations arabes alors que l'existence de la France n'est pas menacée.

Pascal Boniface
président de l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS)

la droite et le Golfe

Pendant la guerre du Golfe, les tensions demeurent au sein de la droite française. Le RPR et les centristes se disputent la suprématie au sein de l'opposition. Dans le mouvement chiraquien, les rivalités s'accentuent.

Solidarité ne doit pas rimer avec perte d'identité. Au RPR, on reconnaît en privé avoir du mal à gérer la nouvelle donne politique engendrée par la crise du Golfe. L'opposition a du vague à l'âme, particulièrement les chiraquiens, par nature peu enclins au compromis. La dernière initiative de Bernard Pons résulte en partie de cette volonté de ne pas apparaître à la remorque du pouvoir. L'ennui, c'est qu'avant d'écrire au Premier ministre pour lui demander une session extraordinaire du Parlement, Bernard Pons ne s'est pas donné la peine d'en informer ses partenaires de l'UDF et de l'UDC. Ceux-ci l'ont appris par le cabinet de Jean Poperen !

Cette nouvelle initiative des chiraquiens a donc fortement agacé les centristes. Il y décèlent un brin de jalousie. Ils expliquent en souriant que le RPR souffre, depuis le début du conflit, d'avoir perdu le leadership de l'opposition au profit de l'UDF Jean-François Deniau. En effet, c'est l'ancien ministre giscardien qui est apparu comme l'opposant tenant le discours le plus solide sur la crise du Golfe.

Mais cela n'explique pas tout. Le RPR reste divisé sur l'affaire du Golfe. L'amiral de Gaulle expliquait à "L'Heure de vérité" son vote négatif par une information insuffisante du Parlement. Bernard Pons a sans doute essayé de lui emboîter le pas, afin d'enrayer l'un des facteurs d'opposition interne à son parti. Ce n'est pas le seul. Philippe Séguin tente aussi de profiter du contexte international pour réaffirmer l'originalité de son courant. Ses propos, lors de la démission de Jean-Pierre Chevènement sur les buts de guerre et la nécessité d'une politique arabe, ainsi que sa prise de position contre la session extraordinaire du Parlement et sa visite à Tunis le prouvent. Au RPR, la lutte pour le pouvoir est toujours à l'ordre du jour. Charles Pasqua ne conteste-t-il pas Jacques Chirac sur l'utilisation de la dissuasion et ses propositions d'après guerre ?

La solidarité dans l'opposition n'est pas non plus de mise dans l'organisation de leurs voyages : en moins d'une semaine, les capitales du Maghreb ont vu se succéder leurs leaders en ordre dispersé, à Alger, Stasi puis Juppé, à Rabat, Chirac puis Bernard-Reymond et, à Tunis, Méhaignerie a succédé à Séguin...

Quant à la concurrence Giscard-Chirac, elle reste très forte. Chacun tente de tirer profit de la crise. Giscard joue, pour l'instant, le consensus. Chirac mise sur la polémique pour s'imposer comme seul leader à droite. Et Barre poursuit son parcours solitaire en soutenant sans ambiguïté le président. Pendant la guerre, les grandes manœuvres continuent...

Caroline Nicolas

Pérou : l'effrayante menace du choléra

Le Sentier Lumineux n'est pas la seule plaie du Pérou. Actif depuis dix ans, présent dans un nombre de régions toujours plus grand sans pouvoir véritablement en contrôler aucune, il n'est surtout fort que de la faiblesse de ce qu'il trouve en face de lui : un Etat déliquescent qui ne lève plus l'impôt -la pression fiscale est tombée à 4% du PIB en 1990- n'entretient plus les routes, ne contrôle plus l'espace national, n'éduque plus, ne soigne plus...

C'est cette dure réalité que rappelle l'épidémie de choléra qui vient de se déclencher dans l'étouffant été de la côte, désertique mais peuplée, du pays. Les autorités évoquent le risque d'une dizaine de milliers de morts. Le retour d'une grande endémie est provoqué par un état général de misère, de mauvaise hygiène accrue par la prolifération des ordures dans les villes, par l'absence d'eau potable ou le traitement insuffisant des eaux usées.

Le Pérou connaît la plus grande récession de son histoire : pour la troisième année consécutive, le PIB a baissé en 1990 ; l'inflation a atteint 10.000% ; le pouvoir d'achat a baissé de 60% environ en 5 ans... En élisant Alberto Fujimori, à une majorité écrasante, les Péruviens n'ont pas tourné le dos à l'espérance démocratique, bien au contraire. Ils ont participé au scrutin massivement -c'est la participation la plus élevée d'Amérique- pour marquer leur opposition à la violence, mais ils ont dit aussi non à la politique traditionnelle.

Car la crise de l'Etat se double d'une crise de la représentation politique. Les partis ne représentent plus grand chose dans un pays où 75% de la population est en sous-emploi et où les solutions aux difficultés n'ont pas été apportées par les régimes qui se sont succédé depuis le retour à la démocratie en 1980. Les gens s'organisent autrement, dans les villes notamment, pour lutter et recomposer une société en lambeaux. Les premiers efforts, courageux, du gouvernement installé en juillet 1990 ont porté sur la lutte contre l'inflation, avec un certain succès ; mais, comme on le voit, le coût social est terrible.

Edouard Vernon

pendant ce temps, au Pays basque

A Vitoria, capitale basque d'Espagne, une coalition autonomiste "pur sucre" et non violente a pris le pouvoir.

C'est une première. Le 3 février, le "lehendakari", le chef de l'exécutif, le nationaliste José Antonio Ardanza, a prêté serment. A Guernica, sous une petite pluie, "humilié devant Dieu, debout sur la terre basque, en souvenir des anciens, au pied de l'arbre", symbole des libertés, "devant les représentants du peuple", il a juré "de remplir fidèlement sa charge". Le 7 février, ses 13 ministres membres des partis PNV (centre-droit), EA (populiste), et EE (centre-gauche) ont pris leurs fonctions. En 1975, la revendication autonomiste conduisait en prison.

Le choc des mots est à l'image du pays. Il y a la violence, depuis trente ans sans trêve. Le 2 janvier, un colonel a été assassiné. Le 9, un trafiquant de drogue présumé a été grièvement blessé. Le 23, un capitaine est sorti indemne d'un attentat. Le 1er février, un employé, ancien garde civil, a été abattu. En quelques semaines, 200 avocats, médecins, cadres, ont reçu une lettre de l'ETA les "invitant" à payer "l'impôt" dit "révolutionnaire." Egalement menacées, douze entreprises ont suspendu la construction d'une autoroute contestée par les écologistes. La répression d'hier a laissé un héritage politique dévastateur. L'ETA, les 15 à 20% d'électeurs votant HB, partagent une culture du refus née sous les coups de la police franquiste. Elle coagule toutes les exclusions, les insoumis, les chômeurs, les féministes, les écologistes. Elle légitime la violence. Mais il y a, à côté, un autre Pays basque, apprivoisé par la démocratie. La personnalité et la langue basques sont aujourd'hui reconnues. Le drapeau, "l'ikurrina" est officiel. Les institutions régionales lèvent l'impôt, sont protégées par une police en rouge et bleu, votent des lois. Jusque-là arc-boutés contre un pouvoir sourd et hostile, les nationalistes prennent peu à peu le vent nouveau. Une partie de l'ETA, le PHV, EA, EE, condamnent l'ETA maintenue. Avec le PSOE, le PS et les conservateurs, ils participent à un front démocratique, le pacte "d'Ajuria Enea". HB, qui boycottait les institutions, a dû mettre de l'eau dans son vin. Les nationalistes tranquilles sont donc aux affaires. Mais le pari du nationalisme à figure humaine dérange. Jusqu'où vont-ils aller ? "Le gouvernement central, note Ardanza, a peur de perdre son pouvoir, capté en haut par l'Europe et, en bas, par les régions."

Jean-Jacques Kourliandsky

L'abondance de l'actualité nous contraint à reporter les analyses prévues sur l'Algérie, la Tunisie et la Libye dans la crise.

DOSSIER

LE MONDE DES RETRAITÉS

André, Gilbert, Marguerite, Paule... des vies parmi d'autres -certains sont aisés, d'autres non, l'une voyage d'un pays à l'autre, l'autre ne peut plus se déplacer- un point les rassemble. Un seul, de taille. Ils sont tous à la retraite. Mais que de différences, à l'heure où l'on attend la publication de livres blancs sur les retraites et où chacun pressent la nécessité de réformes difficiles !



Au début du XXe siècle, dans aucun pays de l'OCDE, n'existait ce qu'on appelle de nos jours "le troisième âge" : les plus de 65 ans représentaient seulement 4 à 6% de la population totale (même si en France et en Suède la proportion atteignait déjà 8%), et ils étaient parfaitement intégrés au reste de la population. C'est de 1950 à 1980 que leur proportion a augmenté partout de plus de 40% : elle tourne maintenant aux environs de 12,2% de l'ensemble. En France -mais plus encore en Allemagne, au Royaume-Uni, en Autriche, en Belgique, au Danemark, en Suède-, elle dépasse les 14%.

Partout, cette proportion pose problème. Les inégalités sont plus fortes parmi la population âgée que parmi les actifs. Le troisième âge est, certes, un créneau porteur pour l'économie, tous les marchands de voyages, et les VVF, le savent bien, qui rentabilisent leurs équipements pendant les saisons creuses grâce à eux. Il est aussi un moment de la vie où une personne sur trois dispose de moins de 2.930 F pour vivre. 6.500 F par mois : voilà ce que gagne en gros un retraité en France après avoir effectué une carrière complète. Mais, comme tous les chiffres, ce chiffre-là est une moyenne qui révèle peu de choses car, en matière de retraites, la dispersion est la règle. Et que peut-il y avoir de commun entre les 10% de retraités qui perçoivent plus de 10.740 F par mois au titre de leurs pensions principales, et les 10% autres qui ont moins de 1.770 F ? En bas de l'échelle, on trouve les exploitants agricoles, les artisans et les commerçants. Gilbert, l'ancien artisan cossu qui se retrouve, à 66 ans, avec 2.000 F par mois pour vivre, n'est pas un cas isolé : il est en dessous de la retraite moyenne des artisans et commerçants (2.860 F), mais au-dessus des 10% d'entre eux qui ont moins de 1.500 F par mois et qui sont souvent les plus âgés. En comparaison, les anciens salariés qui ont effectué une carrière complète paraissent mieux lotis ; leur retraite moyenne atteint 7.150 F par mois. Les écarts, importants, proviennent des différences de rémunération lors de la période d'activité :

■ Gilbert ■

"Gilbert, il ne s'arrêtera jamais." Dans ce village du pays gessien, à 15 minutes de Genève, personne ne l'imaginait à la retraite. Quarante ans que cet artisan s'était installé là pour y fonder une scierie. Quarante ans qu'on le voyait, du matin au soir, s'activer autour des stères de bois. Un travail qui avait fini par payer. D'autant que, depuis une quinzaine d'années, la région vivait à l'heure genevoise. Gilbert avait bien su mener sa barque. Sa famille ne manquait de rien. Une maison de cinq pièces, deux voitures et quelques bons repas dominicaux sur les bords du Léman. "Des vacances, on n'en a presque jamais pris. De temps en temps, on allait passer trois jours dans la vallée d'Aoste. Ça nous suffisait." L'aisance, sans plus. Sa retraite, il n'y pensait guère. "Je cotisais le moins possible. C'est comme ça que j'arrivais à m'en sortir." Peut-être, mais, depuis un an, les choses ont bien changé. Atteint par la limite d'âge, il a dû cesser ses activités. Bilan : une retraite de 2.000 F par mois.

Maddy Corneilly

Dossier préparé par Monique Grima

les 10% les moins pourvus touchent 3.390 F, les 10% les plus aisés plus de 12.320 F. Paule, ancienne apprentie et préparatrice en pharmacie, doit avoir une retraite personnelle supérieure à 4.139,10 F (aujourd'hui), puisqu'elle est au-dessus du plafond et n'a pas droit à la pension de reversion de son mari décédé, tandis qu'André, ex-cadre dans l'industrie, ne se plaint pas. Les anciens fonctionnaires touchent en moyenne des retraites supérieures à celles de leurs collègues du privé : 10.000 F par mois en moyenne, 10% seulement d'entre eux ayant une retraite inférieure à 6.100 F. De plus, les trois quarts des anciens salariés touchent plusieurs retraites à la fois, 2,8 en moyenne, qu'il s'agisse des régimes de base ou complémentaires.

Retraite et revenus

Mais comment se rendre compte, à lire ces chiffres, que plus d'un retraité sur trois perçoit un montant inférieur au minimum vieillesse qui était, au 1er juillet 1990, de 2.930 F par mois pour une personne seule et de 5.260 F pour un couple. Les plus défavorisées sont, sans conteste, les femmes qui ne perçoivent que la pension de reversion de leur époux : elles sont pourtant 6% de l'ensemble des retraités. De façon plus générale, les personnes les plus âgées sont celles qui touchent le moins, et aussi les femmes dont la carrière a souvent été incomplète du fait des maternités. Pourtant, un retraité sur six seulement, la moitié de ceux qui y auraient droit, est allocataire du Fonds national de solidarité. Pour une raison très simple : ils ne veulent pas léser leurs héritiers. L'Etat, en effet, récupère les sommes qu'il leur a versées à partir de 250.000 F d'actifs. On y arrive vite quand on est propriétaire de son logement, ce qui est le cas, remarquons-le, de tous les retraités que nous avons interrogés. Paule, qui est non imposable, est elle aussi propriétaire d'un petit pavillon.

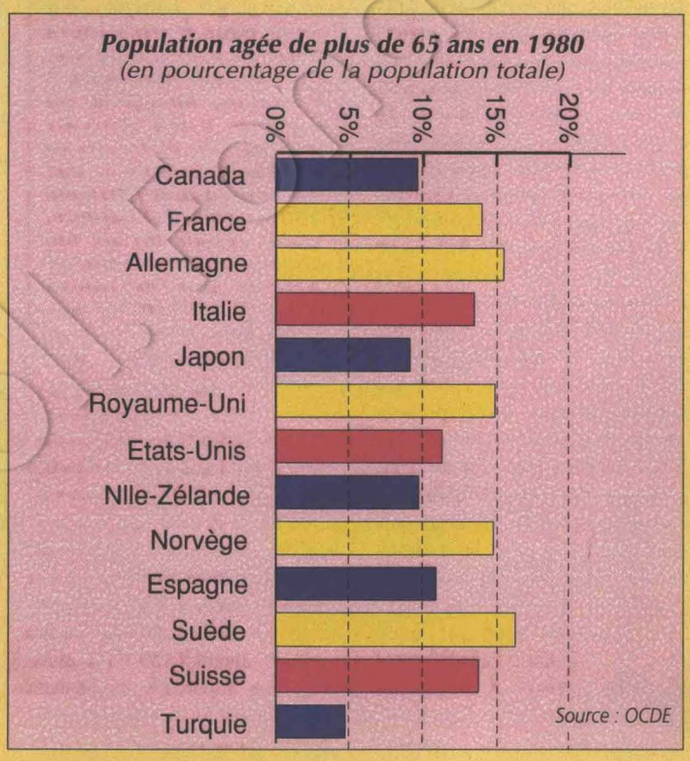
Car il ne faut pas confondre retraite et revenus, revenus et patrimoine, même si, là aussi, les inégalités sont fortes. Ainsi, les ménages de retraités anciens exploitants agricoles, qui touchent une retraite de misère, détiennent le cinquième des surfaces agricoles utilisées et le dixième de la forêt privée.

D'une façon plus générale, sur cent ménages d'inactifs (généralement des retraités), 37 ont un capital inférieur à 100.000 F mais 12 sont à la tête de plus d'un million : il est d'ailleurs à noter que c'est parmi ceux-là que le fisc a déniché en 1984 plus de la moitié des redevables de l'impôt sur les grandes fortunes.

Le tiers du capital des personnes âgées est constitué par leur domicile (64% en sont propriétaires contre 46% de l'ensemble des ménages) avec parfois, en plus, une résidence secondaire ou des logements de rapport. Un retraité sur quatre joue avec la Bourse : selon la Banque de France, les plus de 55 ans détenaient en 1982 les trois quarts des actions cotées sur le marché français. 80% enfin des personnes âgées ont un livret de caisse d'épargne.

Pas étonnant, dans ces conditions, que, malgré toutes les inégalités que l'on peut relever, les retraités soient considérés comme un des moteurs les plus puissants de l'économie d'aujourd'hui. Ils sont aussi les plus importants bénéficiaires de la protection sociale, avec 44% des prestations totales.

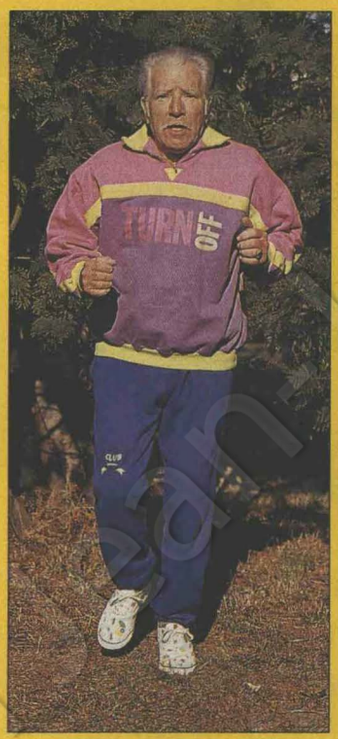
Les jeunes de moins de 19 ans, qui sont beaucoup plus nombreux, en ont reçu moitié moins. Car ce n'est pas seulement sur le financement des régimes de retraite que le troisième âge commence à exercer sa pression, mais aussi sur les systèmes de santé, les services sociaux et, de façon plus générale, sur l'ensemble des transferts sociaux et l'effort social de la nation. ■



Chaque année, 600.000 personnes -dont plus de 100.000 retraités- ont recours à VVF (Villages vacances familles) pour passer leurs vacances. C'est dire l'attachement de cette catégorie de la population au tourisme et aux voyages.

Les belles vacances des VVF

En vedette : le printemps et l'automne, la capacité d'accueil des VVF ne permettant pas à un retraité de disposer d'un appartement pour lui seul durant l'été. Les retraités ne constituent pas un groupe homogène, explique Jeanine Euzet, directrice des VVF : "A 70 ans, certains sont en pleine forme et s'inscrivent dans des séjours jeunes pour pratiquer des sports. D'autres choisissent des vacances plus tranquilles. On peut cependant distinguer trois générations de retraités : une première jusqu'à 60 ans, une seconde jusqu'à 70 ans et ceux qui ont 90 ans et plus. L'année dernière, un homme a célébré son 101e anniversaire dans l'un de nos villages, en Corse."



▲ *Il a un certain âge, mais il a un coup de jarret certain*

Cet organisme note le très grand succès remporté par les vacances thématiques, au premier rang desquelles les "séjours découvertes". Les châteaux de la Loire ou la route des Cathares sont particulièrement prisés. Chaque année, le carnaval de Nice attire pour sa part près d'un millier de personnes. Triomphe également des circuits à connotation gastronomique, comme le Périgord. Les centres de remise en forme sont eux aussi à la mode. Au point que les VVF, qui possédaient déjà un centre au Pradet (Var), inaugurent cette année un second établissement à Balaruc-les-Bains, près de Sète. Pour sa part, Touring Voyages, chargé des séjours à l'étranger, enregistre une forte demande pour les destinations ensoleillées comme les Antilles, mais aussi la Grèce, l'Espagne, le Portugal et l'Italie. "Le tourisme et les vacances ont transformé la vie des retraités. Ils aiment bouger, rencontrer des gens, s'ouvrir au monde. Nous devons sans cesse nous adapter à ces évolutions."

M.C.

Renseignements, s'adresser à : VVF Infos - 91414 Dourdan cedex.

AU FOYER-RESTAURANT

C'est un foyer-restaurant dans un quartier assez chic d'une ville de la banlieue parisienne : il accueille chaque jour une trentaine de personnes du troisième âge qui aiment se retrouver là, à côté du centre culturel. Les menus sont très corrects, les prix aussi : ils varient de 5 à 21 francs en fonction des revenus. Pourtant ce n'est pas tellement la modicité des tarifs qui attirent ici les personnes qu'Anne Darnaudy a rencontrées. Elles viennent surtout pour vaincre la solitude, ce mal terrible, comme s'écrie l'une d'elles.

André, 67 ans

Je vis bien. J'étais cadre dans l'industrie et j'ai une retraite décente. Pourtant, célibataire et n'ayant pas eu d'enfants, je paie des impôts sur le revenu très élevés. Je suis copropriétaire et j'ai des charges très importantes, sans parler des impôts locatifs et fonciers. J'ai aussi environ 700 à 800 F par mois de frais médicaux qui ne sont pas remboursés.
Je mange au foyer-restaurant de la ville, tarif maximum : 21 F. Pour les sorties et les vacances, c'est la même chose, tarif plein. J'ai une bonne retraite, mais je connais d'autres retraités qui, avec une pension moins forte, s'en sortent mieux. Ils ont droit à des aides plus nombreuses.

Josette, 83 ans

Je suis propriétaire d'un studio et d'une petite maison en Corrèze. Je touche 6.000 F au total de retraite. Je paie 7.000 F d'impôts sur le revenu, 1.500 F d'impôts fonciers. Je ne touche pas la pension de mon mari décédé, car les retraites de la Sécurité sociale sont plafonnées et la mienne dépasse ce plafond. En revanche, je touche ses retraites complémentaires.
Je viens tous les jours au foyer restaurant pour vaincre la solitude, ce mal terrible des personnes comme on dit du "troisième âge". Je participe à tous les goûters, aux banquets, quelquefois aux sorties, mais rarement, car j'ai beaucoup de mal à me déplacer. Je voudrais bien que la mairie organise davantage de sorties, avec des accompagnateurs, pour les personnes légèrement handicapées comme moi, mais je sais qu'ils font ce qu'ils peuvent.
Une aide ménagère vient quatre heures par jour à mon domicile, me fait les courses, le ménage. Quand je suis trop fatiguée ou malade, la mairie me fait porter à domicile les repas que je prends habituellement au foyer.
J'ai du mal à me déplacer ; aussi, je passe quelques jours de vacances chez mes enfants, dans ma maison.

Paule, 77 ans

Je vis assez mal. J'ai travaillé toute ma vie -apprentie, puis préparatrice en pharmacie-, j'ai élevé deux enfants. Au bout du compte, ma situation financière n'est pas mirobolante. Je perçois 5.200 F de retraite environ, avec les retraites complémentaires. Je ne paie pas d'impôt. Je suis propriétaire d'un petit pavillon vétuste, mais le fait d'être propriétaire n'est pas un avantage pour moi. A la suite d'un affaissement de terrain, j'ai dû ainsi payer un million cinq cent mille anciens francs de travaux. J'ai environ 700 F de chauffage tous les mois et 1.700 F d'impôts fonciers environ 500 F par mois de frais médicaux non remboursés : lunettes, prothèses dentaires, soins chez le pédicure absolument indispensables. Je ne peux pas m'acheter de vêtements ; mes amies m'en donnent, mes enfants m'en offrent.
Je bénéficie de réductions au foyer-restaurant (le soir, je mange peu et pour les sorties organisées par la mairie), mais, malgré ces aides, je ne pourrais pas partir en vacances si mes enfants ne m'invitaient pas : je ne peux pas payer la participation réduite que demande la mairie. Je viens ici tous les jours, nous nous retrouvons entre amis et, après le repas, nous jouons aux cartes, au scrabble. Le mercredi, un professeur de musique du conservatoire municipal anime une chorale. Je participe aux goûters dansants, aux banquets. Nous vivons, mais on peut vivre mieux. J'ai encore une santé assez bonne, alors...



■ Serge, 60 ans ■

"Les vacances ? Mais je n'ai plus le temps d'en prendre." A 60 ans, Serge Foucher travaille 8 heures par jour, et 7 jours sur 7. Pas par nécessité. Sa retraite d'ingénieur d'une filiale de Renault est plutôt confortable. Non, ce qui le passionne, lui, c'est l'histoire locale. "J'ai commencé à faire des recherches généalogiques et, petit à petit, je me suis pris au jeu." Au point de publier un premier ouvrage sur le village de ses ancêtres. De l'histoire locale à celle des vieilles pierres, il n'y a qu'un pas qu'il franchit vite. Domicilié à Mériel, dans l'Oise, il passe souvent devant l'abbaye de Notre-Dame-du-Val. "Une splendide abbaye du XIIe siècle, à l'état d'abandon depuis des décennies", explique-t-il. Serge Foucher tente de se renseigner, visite toutes les abbayes cisterciennes de France et se transforme en rat de bibliothèque. Il découvre que Notre-Dame-du-Val est la plus ancienne abbaye de toute l'Ile-de-France et que ses 80 tombeaux rivalisent de richesse avec ceux de la basilique Saint-Denis. En 1988, il fonde une association de sauvegarde qui compte aujourd'hui quelque 500 membres. Parmi eux, de nombreux retraités, tous passionnés d'histoire. "On peut toujours compter sur eux, que ce soit pour assurer le service d'ordre des manifestations organisées à l'abbaye, pour des travaux de mise en valeur ou pour faire visiter le site." Tous changent volontiers de casquette comme cet homme de 70 ans, tout à la fois trésorier de l'association et président du club cycliste de Mériel. Serge Foucher n'est pas en reste. M. le président est également membre du conseil municipal de Mériel. En charge des affaires culturelles, évidemment.

■ Marguerite, 68 ans ■

"Parlez-moi de la mode, pas de mon âge." Marguerite éclate de rire et s'affale dans un large fauteuil de cuir fauve. Jupe moulante noire, chemisier de soie blanche, lunettes de soleil style papillon. L'une de ses tenues préférées. "Pour l'après-midi, bien sûr !" A 68 ans, cette ancienne actrice de théâtre est toujours en représentation. Trois mariages, et pas une once de regret. Installée dans un splendide appartement de 200 m2 à Neuilly-sur-Seine, elle contemple avec satisfaction les Ming rapportés de Chine qui trônent sur les étagères. "Je n'aurais plus les moyens de les acheter aujourd'hui." On compatit. Et ces deux Marie Laurencin suspendus dans l'entrée ? "Un cadeau de mon second époux".
Aujourd'hui, c'est Georges qui partage sa vie. A 84 ans, ce riche industriel vient de céder ses trois usines et se contente d'une "confortable retraite". Entendez par là, quelque 100.000 F de revenus mensuels ! Droit comme un i dans son costume d'alpaga, il paraît trente ans de moins. "La forme, ça s'entretient. Chaque printemps, je fais une cure à Eugénie-les-Bains. L'été, je vais respirer à Morzine, en Haute-Savoie." Marguerite ne l'accompagne jamais. "Je préfère les embruns des côtes bretonnes. Mais quand je vais au soleil, Georges est toujours du voyage : Lisbonne, Torremolinos, Rome, Madère."

M.C.

la société française s'en sort plutôt bien

Comment notre société encaisse-t-elle le choc de la guerre ? L'analyse de Michel Wieviorka, sociologue et auteur de "L'Espace du racisme".*

"Vendredi". A t-on raison de redouter que des tensions n'apparaissent au sein de la société française ?

Michel Wieviorka. A la date d'aujourd'hui, la société française s'en sort bien. Les sondages montrent que le monde musulman n'est pas aussi agité que certains le prédisaient. La grande majorité a des sentiments complexes. Le ton des débats dans les médias est plutôt réconfortant. Si, demain, cinquante cercueils arrivent à l'aéroport de Roissy, les tensions s'exacerberont peut-être mais, pour l'instant, on ne peut espérer mieux.

Slimane Zeghidour compare les jeunes arabes pro-Saddam à ceux qui criaient hier : "Vive Mao ! Vive Lénine !". Qu'en pensez- vous ?

Je suis plutôt en désaccord. Les lieux de vie culturelle comme les médias, l'édition, la musique, les lieux assez publics comme le travail social, où un certain nombre de jeunes qui se sont tout à fait intégrés gardent une conscience identitaire, peuvent laisser un espace à des discours idéologiques de même nature que le gauchisme post-soixante-huitard. Quelques militants islamistes fonctionnent sur un mode idéologique. Mais la référence à Saddam Hussein n'est pas très organisée idéologiquement. Peu de clercs, d'intellectuels. Cela vient d'en bas et a surtout à voir avec l'exclusion vécue de façon plus ou moins imaginaire, et le mépris ressenti. Le sentiment que les Français méprisent le monde arabe est un reste de la colonisation.

Ce sentiment d'exclusion peut-il se muer en une violence plus définie ?

Après le début des opérations militaires et une sorte d'échauffement, beaucoup prennent conscience que la société française n'est pas aussi dure qu'ils le croyaient. Même si elle tend à exclure, l'exclusion est posée comme dramatique, on cherche à la maîtriser. Ce n'est pas le cas d'autres sociétés. Des mesures de sécurité publique considérables comme le plan "Vigipirate" et des initiatives privées, ont aussi joué. N'oublions pas que l'on a affaire à des populations minoritaires, très démunies. La conjonction de la peur du gendarme et des individus qui se substituent au gendarme et la prise de conscience que cette société d'exclusion est une société où l'on souhaite vivre font que les tensions se sont apaisées.

Des risques de violence sont-ils à exclure ?

Des agressions commises par des gens issus de l'immigration au nom de la cause de Saddam Hussein, ou par des petits blancs, en situation sociale dégradée, des conflits interethniques, me semblent sinon exclus, du moins disposer de peu d'espace. Le climat n'est pas au déchaînement du cycle de la violence. Autre scénario, le terrorisme. Dans les pays qui ressemblent le plus à la France, comme la Grèce, le terrorisme, ces derniers temps, a été le fait de l'extrême gauche. En France, ce terrorisme-là a été presque éradiqué. Les risques que les musulmans de France nourrissent en leur sein des processus débouchant sur du terrorisme sont minces. Cela implique des idéologues pour penser, des moyens pour organiser, une volonté très forte et le soutien d'une partie de la population concernée, conditions qui ne sont pas réunies pour l'instant et ne le seront pas en 24 heures. Les travaux que j'ai pu mener sur le terrorisme montre qu'il se construit à travers de lents processus de maturation.

Que pensez-vous du rapprochement entre les communautés ?

Le mot communauté peut renvoyer aussi bien à des organisations structurées qu'à un sentiment d'appartenance à une culture, à un ensemble peu identifié, plutôt symbolique, imaginaire ou religieux. Des catholiques, des juifs, des musulmans, peuvent se définir ethniquement, mais la France ne fonctionne pas sur le modèle de communautés structurées autour d'identités religieuses, culturelles ou linguistiques, capables de faire remonter leurs demandes en termes politiques. La France n'a pas de communautés organisées aussi puissantes et structurées que les Etats-Unis ou le Royaume-Uni.

Je suis tout à fait content que juifs et musulmans se rencontrent. Mais ce n'est pas là que se gèrent les problèmes centraux. La société française évoluera vers plus ou moins de communautarisme en fonction de la manière dont elle gérera ses tensions sociales. L'emploi, la formation, la ville, l'éducation sont les dossiers qui permettront de traiter l'exclusion. L'enjeu, c'est de réinventer une formule d'intégration qui garde le positif de la laïcité, tout en laissant une place à la subjectivité de ceux qui se définissent aussi par leurs origines culturelles. Ce n'est possible que s'il y a une seule France et non pas deux : la France des exclus et celle qui participe. Si tout le monde ne participe pas à la vie sociale, politique, culturelle, économique on n'intégrera pas.

La guerre relègue au second plan tous les problèmes intérieurs...

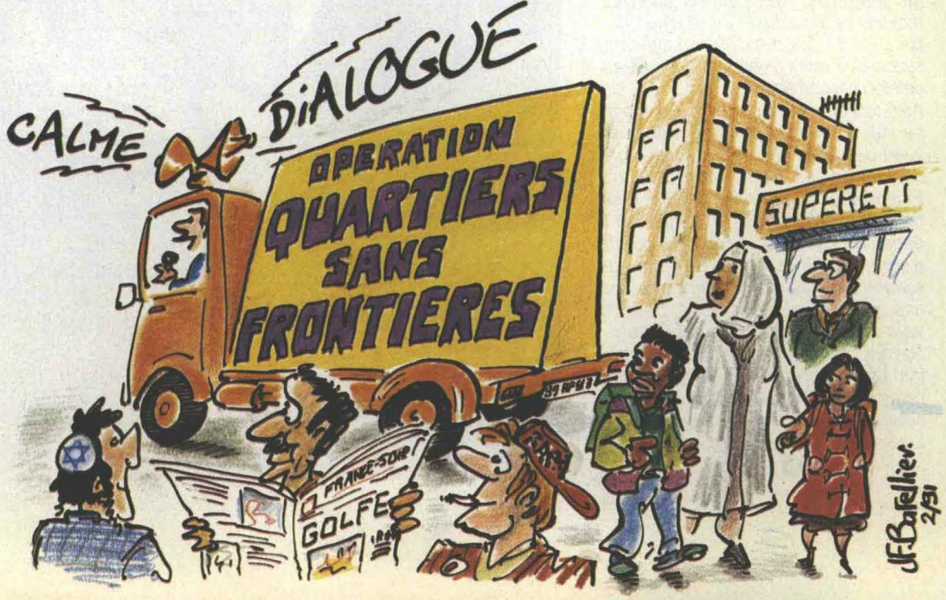
Je défends mordicus que ceux qui sont en charge de ces dossiers et font bien leur travail doivent être plus présents, plus visibles, plus actifs que jamais. Le but de ces politiques est de construire du tissu social, des rapports sociaux. Il est vital que se développe une vie sociale partout où elle s'est affaiblie ou décomposée.

Un autre aspect de la guerre : l'omniprésence des médias...

Les deux principales fonctions des médias sont l'inrformation et le spectacle. On a constaté qu'ils n'informaient pas ou mal. Les médias sont partis dans le Golfe comme s'ils couvraient le Mondial de football. Mais, en fait de spectacle, on a très peu de chose, d'où des frustrations ! Cette guerre constitue un tournant dans l'histoire du rapport de notre société à ses médias. Le système médiatique a fait preuve de son incapacité à penser la guerre comme un événement unique. Baudrillard, quinze jours avant le conflit, disait dans "Libération" que, dans une société de simulacre, la guerre ne pouvait avoir lieu. Eh bien non, la vraie guerre existe, les médias ne s'y attendaient pas. Ils n'ont pas su voir la spécificité de la guerre.

Propos recueillis par Bernard Chaouat

** Directeur d'études à l'Ecole des hautes études des sciences sociales, auteur de "L'Espace du racisme", qui paraîtra en mars au Seuil.*



le coût de la crise

"Je suis confiant dans les possibilités de l'économie française." Face à la sinistrose des patrons et à la guerre des taux d'intérêt, Michel Rocard affiche une certitude tranquille.

Pour l'instant, à bien lire son interview à "La Tribune de l'Expansion", rien n'incite le Premier ministre à infléchir sa politique économique et sociale. Les USA baissent leurs taux d'intérêt, l'Allemagne augmente les siens.



Partout dans le monde, l'heure semble être aux "égoïsmes sacrés" au détriment de toute politique monétaire commune. Mais la France peut résister au choc et maintenir ses propres taux ; la priorité, toujours réaffirmée, à la lutte contre l'inflation et la défense du franc s'accommode d'un écart des taux réels avec l'Allemagne de 0,3 point. Certes, la guerre elle-même a un coût, auquel il faudra bien faire face. Michel Rocard continue à l'évaluer aux alentours de 6 milliards. Mais c'est 12 milliards qu'il a demandé, le même jour, à ses ministres -sauf celui de la Défense- d'économiser dès maintenant. Car, au coût de la guerre, s'ajoutent ceux liés à la charge de la dette et à une moindre rentrée fiscale. En tout cas, comme son ministre de l'Economie, des Finances et du Budget, Michel Rocard exclut toute idée d'un impôt nouveau.

Pas question, en revanche, de céder aux demandes du patronat qui préconise, par la bouche de François Périgot, de différer les projets qui peuvent être décourageants pour les entreprises : entendez la représentation du personnel dans les PME ou l'augmentation du versement transport. Il n'y aura pas de pause sociale et il n'y a aucune raison de modifier les priorités que sont l'emploi, l'éducation, la formation ou la protection sociale.

Bref, il n'y a aucune raison de sombrer dans la déprime. Aux entreprises de faire preuve maintenant de dynamisme industriel et commercial. La France a aujourd'hui "une occasion historique" de rééquilibrer ses échanges avec l'Allemagne : aux industriels d'en profiter.

M.G.

FEN : un congrès en cache un autre

Un congrès extraordinaire pour mettre à plat les statuts de la FEN, Yannick Simbron, reconduit, a obtenu ce qu'il voulait. Victoire à l'arraché.

Prenez 48 syndicats, du SNI-PEGC (178.000 instituteurs et professeurs de collège) au petit SNMNA (43 salariés des manufactures d'art).

5 tendances et vous obtenez le labyrinthe FEN : incompréhensible pour les adhérents et de moins en moins gérable pour la direction. Ajoutez à cela une désyndicalisation inquiétante : en 12 ans, la FEN, 351.000 adhérents, en a perdu 200.000 ! D'où le diagnostic de son secrétaire général, Yannick Simbron, en ouverture du congrès de Clermont-Ferrand : "Changer ou mourir à petit feu, il n'y a pas d'alternative." Et son objectif, un congrès extraordinaire qui mettrait à plat les statuts et permettrait un groupement en une dizaine de branches des divers syndicats, dont une branche enseignante. Avec, à terme, la perspective d'une recomposition syndicale nationale de type social-démocrate. C'est là que la bât blesse. Si le SNI est favorable à cette perspective, le SNES, principal syndicat des professeurs de lycée y est, lui, farouchement hostile.

Monique Vuaillat, sa secrétaire générale, y voit le risque que "les syndicats nationaux soient vidés de leur contenu, privés de leur mission essentielle : être le lieu d'adhésion, de collecte des revendications." "Corporatisme", accuse la direction de la FEN, qui y voit la défense d'une hiérarchie dépassée entre instituteurs et professeurs.

Ce congrès n'a pas fait avancer le débat. La FEN menacée d'éclatement ? "Nous avons tous intérêt à ce que la FEN reste unie. Il nous faut réapprendre à vivre ensemble", affirmait Jean-Louis Auduc, du SNES, d'accord au moins sur ce point avec Y. Simbron : "Les clivages ne sont pas aussi nets qu'ils paraissent. Nous avons tous les mêmes interrogations. Nous pouvons faire émerger des points communs d'ici à 1992." Décisif pour l'avenir du syndicalisme, et pas seulement enseignant, le débat gagnerait à être moins sybillin. Au risque de décourager les enseignants abandonnés devant les dossiers brûlants de la réforme des lycées ou de la formation des maîtres...

P.J.

BREF... EN BREF... EN

■ **Le trafic des aéroports de Paris a augmenté de 4,2% en 1990, avec 46,8 millions de passagers. 107 compagnies ont desservi 306 villes dans 123 pays, ce qui met Paris au 7e rang mondial pour le trafic commercial et au 2e pour le trafic international.**

■ Un comité interministériel a étudié de nouvelles mesures en faveur de l'emploi. Les pouvoirs publics ont pour la première fois admis que le nombre de demandeurs d'emploi pourrait augmenter de 50 à 100.000 personnes au cours de l'année et atteindre 2,6 millions.

■ **270.000 contrats emploi-solidarité ont été signés en 1990. Plus de deux embauches sur cinq ont été réalisées par des collectivités territoriales, 36% par des associations, plus de 20% par des établissements publics, le reste par des organismes divers. Moins d'un an après leur lancement, ces contrats emploi-solidarité semblent être un tremplin pour les personnes en situation d'exclusion : 17% des bénéficiaires perçoivent le RMI, 35% sont des chômeurs de longue durée.**

■ Les effectifs de la fonction publique ont progressé de 0,3%, soit une quasi-stabilité en 1990 avec la création de 8.000 postes. 2.655.000 agents au total, y compris ceux qui travaillent à temps partiel.

■ **Renault n'est plus un fief CGT : celle-ci a perdu la majorité absolue dans le groupe aux dernières élections, en passant de 51 à 46,5%, soit -4,5 points. Pour Renault-automobiles seul, elle chute de 54,6 à 48,3%, soit -6,3 points. C'est la fin d'une époque : la CGT tenait Renault depuis la Libération.**

■ L'Education nationale, premier employeur de France, comptait 1.045.000 salariés au 1er janvier 1991 dont 72% d'enseignants. Parmi eux, 29% exercent dans les écoles maternelles et primaires, 35% dans les collèges et lycées, 4,5% dans le supérieur. 3,5% sont en formation. Les femmes continuent à former le gros des bataillons de nos éducateurs : elles représentent 62% du personnel de l'Education nationale et jusqu'à 74% des instituteurs.

■ **Alors que se mettent en place les cycles d'apprentissage en primaire, l'équipe pionnière en ce domaine, à l'école des Bourseaux de Saint-Ouen-l'Aumône (95), publie le bilan de dix ans d'expérience dans "L'Ecole : une coopérative des savoirs", préface de Louis Legrand. Commandes : école des Bourseaux, 34 rue Prachay, 95310 St-Ouen-l'Aumône.**

■ Devenir ingénieur par l'apprentissage, ce sera possible dès la rentrée prochaine grâce à une initiative du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM). La formation s'étalera sur cinq ans après le bac et fonctionnera en alternance : cours et stages en entreprise. Deux premières filières prévues : génie mécanique et électronique-informatique.

L'ELIMINATION DES DECHETS

à Angers : un devoir de propreté

Angers assume ses déchets. Mieux, il les récupère et les valorise. Elus, professionnels, population, décident de ne pas glisser, en catimini, les détritus sous la carpette.

Récupérer les huiles de vidange : "Un nouveau geste vert qui n'est pas bidon". C'était l'une des adresses lancées aux Angevins en 1987. Dès la fin des années 70, la mairie d'Angers (150.000 hab.), entraînant le district (220.000 hab.), concoctait une politique de l'environnement, gestion des déchets incluse.



▲ *Bacs de tri à utiliser par les usagers*

Quelques mots clefs : récupération, recyclage, valorisation. "Cela paraissait idiot de tout balancer dans un trou", explique Jean-Claude Antonini, maire adjoint, chargé de l'environnement. La gestion des déchets, avec l'appui de l'ANRED, s'est installée sur deux pieds, nommés très doctement recyclages individualisé et centralisé.
Le premier concerne les produits courants : le verre-PVC, les huiles de vidange, les piles boutons, les huiles de friture usagées, collectées auprès des restaurants, écoles, casernes (traitées ensuite par une usine fabriquant des produits de maquillage), les médicaments non périmés, triés et expédiés à l'hôpital de Bamako (Mali). Ce recyclage individualisé implique une démarche volontaire. "Personne ne dépose ses ordures au milieu de son salon, pourquoi les gens n'auraient-ils pas le même réflexe dans leur ville ?" Les campagnes de sensibilisation, en 1987 et en 1990, ont frappé tous azimuts : affiches, messages radio, concours auprès des scolaires, et une exposition, "Trésor d'étoiles", ensemble de sculptures réalisées par Jacques Lelut, uniquement avec des matériaux de récupération.
Le recyclage centralisé, c'est le centre d'apport des déchets dit de "Villechien", ouvert en 1986. A quelques minutes d'Angers, entouré d'espaces verts, vaste et net, l'image du dépotoir nauséabond en prend un coup. La propreté, une obligation, "car le déchet attire le déchet", remarque Antoine Vaidie, directeur du service Environnement. Là se trouve une décharge contrôlée, creusée dans une ancienne carrière d'ardoise. On y verse les déchets industriels, préalablement triés. Plus loin, une déchetterie : plate-forme, entourée de réceptacles étiquettés, bois, verre, huile, ferrailles, gravats, où les particuliers viennent se délester gratuitement de leurs déchets. A Villechien, le nec plus ultra, c'est la plate-forme de compostage : les déchets verts (tailles de haies, de pelouse...) y sont stockés, broyés, puis tamisés après un temps de repos, nécessaire à la décomposition. Il a fallu deux ans d'expérimentation pour mettre au point ce circuit qui aboutit à un compost homologué : le "Végéterre". Récupération, toujours, à l'autre bout de la ville, dans l'usine d'incinération où l'énergie dégagée par la combustion des ordures ménagères est utilisée pour chauffer tout un quartier.
"Comme on est en avance, on rame", admet Jean-Claude Antonini. Innovez, innovez, pour que la douceur angevine ne soit jamais polluée !

Maryline Trassard

BREF... EN BREF... EN

■ **Pour que les salles de cinéma ne continuent pas de fermer leurs portes dans l'indifférence, l'Etat prolonge en 1991 ses aides aux collectivités locales. Ce soutien a permis en 1989 et 1990 le maintien en activité de 120 écrans dans 77 communes.**

■ Reims, et surtout son maire Jean Falala, ont dit non au tramway. Les habitants de certains quartiers (pas les plus déshérités) et des commerçants s'y étaient vivement opposés.

■ **A Lille, des bus rouleront bientôt au méthane, à l'exemple de Rotterdam. Une partie du méthane produit par la station d'épuration de Lille pourrait ainsi être récupérée. La communauté urbaine de Lille prendra en charge la moitié des 5,8 millions de F que coûtera le programme de recherche. Deux obstacles techniques demeurent : la mise aux normes du gaz et l'adaptation des moteurs des bus.**

■ Apprendre le civisme en jouant ? C'est l'objectif d'un jeu interactif, lancé par la ville de Dunkerque. Un clip de la cité sera montré dans les établissements scolaires. A partir de boîtiers répartis dans la salle, les spectateurs donneront leur avis sur le film.

■ **Jacques Chérèque a indiqué que 150 millions de F iront, en 1991, dans le cadre des incitations à la décentralisation, à un dispositif d'aide aux entreprises "qui sont à l'étroit dans la région parisienne". Objectif : délocaliser 15 à 20.000 emplois.**

■ "Faire avancer la concertation vers des solutions pratiques", c'est le but que s'est fixé Frank Sérusclat, maire de Saint-Fons. Le colloque "Risques industriels en milieu urbain" ne se déroulait pas par hasard dans sa ville, au cœur de la "Chimie Rhône vallée". A Saint-Fons, en effet, les représentants des grandes firmes se sont donné la sécurité comme mot d'ordre et militent désormais pour une prise de conscience des dangers de la pollution industrielle.

Quatrième colloque de Lassay

Les Français produisent, consomment et leurs activités génèrent chaque année 580 millions de tonnes de déchets. Sujet bien peu poétique que l'on a, longtemps, refusé de regarder en face. C'est le constat unanime des participants au colloque de Lassay, consacré aux déchets. Si le volume des déchets augmente raisonnablement (1 à 2% par an), l'inquiétude des Français va croissant. 72% d'entre eux estiment, dans un sondage réalisé par la SOFRES, que la gestion des déchets ménagers n'est pas satisfaisante. Paradoxalement, ils reconnaissent que les consommateurs en sont les principaux responsables (31%), 24% imputent cette responsabilité au gouvernement. 71% se disent prêts à trier eux-mêmes leurs ordures. La bonne volonté a tout de même ses limites : seuls 17% accepteraient de payer plus cher des produits à recyclage plus aisé et 53% refuseraient la construction d'une décharge d'ordures ménagères dans leur commune. Explication et pédagogie ont encore de beaux terrains d'exercice.

C . L . U . B Vendredi

Nous ne le répéterons jamais assez : cette page club vous appartient. A vous de nous proposer spectacles, produits, voyages... A vous de faire vivre cet espace de liberté. Ecrivez-nous vite ! Au menu cette semaine : télématique et (bonne) lecture.



pour faire des envieux ? une seule solution : s'abonner !

PRATIQUE : sachez décoder votre bande adresse !

Votre n° d'identification : ou numéro d'enregistrement dans notre fichier. Notez-le sur vos courriers, il nous permet de vous identifier instantanément, donc de répondre rapidement à votre demande.

Code de la revue : 5 est le code d'envoi de "Vendredi"

D.N.S. : pour "dernier numéro servi". Permet de savoir quand se termine votre abonnement (ou période d'envoi gratuit) : ici l'abonnement de M. Durand se termine dans 3 semaines, soit au n° 93.

905107 M 5 093 VENDREDI
MR DURAND ALBERT
94 RUE JEAN-JAURES
00JE
70000 VESOUL
- 333 -
LIASSE DIRECTE

TELEMATIQUE : VOTRE CV EN 48 HEURES



Nous avons été séduits : voici une aide originale et précieuse pour l'élaboration d'un C.V. performant. Guide et rubriques facilitent la rédaction, l'édition sur l'imprimante laser est sans reproche, la mise en page claire, et les fautes d'orthographe corrigées... et on vous l'expédie sous 48 heures !
Quelques plus à découvrir : des adresses utiles, les pièges d'une petite annonce, les CV à ne pas faire, etc. Le prix ? le coût de la connexion (2,19 F la minute)
Notre promo Club : *Les 10 premiers utilisateurs, abonnés à "Vendredi", se verront rembourser, à hauteur de 70 F TTC, le prix de leur communication.*
Une seule condition : ne pas oublier d'inscrire VENDREDI, suivi de votre numéro d'abonné, dans la rubrique "comment avez-vous connu 3617 CV PRINT?" (en fin de saisie)



DERNIERE SEMAINE

J.P. Liégeois et J.P. Bédéï ont épluché les relations Mitterrand-Rocard : gaffes, antipathies, désir d'amour ... rien n'y manque"
Christine Fauvet-Mycia / Libération

"Sérieux, nourri d'entretiens, ce livre est d'actualité"
Jacques Bouzerand / Le Point

"Un superbe travail, tout d'intelligence et de minutie, bien construit, documenté aux meilleures sources"
Jean-François Bège / Sud-Ouest

"Des jugements (...) de première main"
André Laurens / Le Monde

Abonnez-vous les !

Spécial militants

Pour deux abonnements vendus, "Vendredi" maintient l'ancien tarif d'abonnement (200 F) et vous offre " Dessins inspirés par l'actualité" ainsi qu'un "pin's"

N° de section |_|_|_|_|_| N°d'adhérent |_|_|_|_|_|_|
Mon nom.....
Adresse.....
.....
Code postal |_|_|_|_|_| Ville.....

Je prends note que je recevrai en cadeau "Dessins inspirés par l'actualité" et le pin's "Vendredi"

Veuillez envoyer " Vendredi" de ma part à :

- 1 -
Nom.....
Adresse.....
.....
.....
Code postal |_|_|_|_|_|
Ville.....

- 2 -
Nom.....
Adresse.....
.....
.....
Code postal |_|_|_|_|_|
Ville.....

A renvoyer à : "Vendredi" - Service lecteurs
accompagné du montant des deux abonnements vendus soit 400 F

Abonnez-vous !

BON DE COMMANDE

A renvoyer à : "Vendredi" - Service lecteurs
10 rue de Solferino - 75333 Paris cedex 07
Merci de penser à joindre votre bande adresse

Nom.....
Adresse.....
Code postal.....Ville.....

- ❑ *1 -* *Je m'abonne à "Vendredi" pour un an : **250 F***
  *(étranger : DOM-TOM - CEE : **400 F** - autres pays : **600 F**)*
- ❑ *2 -* *Je m'abonne à "Vendredi" et commande l'album "Dessins inspirés par l'actualité" : **300 F***
- ❑ *3 -* *Je m'abonne à "Vendredi" et commande "Le Feu et l'eau" : **350 F***
- ❑ *4 -* *Je m'abonne à "Vendredi" et commande l'album "Dessins inspirés par l'actualité" et "Le Feu et l'eau" : **400 F***
- ❑ *5 -* Je suis abonné à "Vendredi" et veux recevoir uniquement l'album "Dessins inspirés par l'actualité" : **100 F**
- ❑ *6 -* Je suis abonné à "Vendredi" et veux recevoir uniquement "Le Feu et l'eau" : **130 F**
- ❑ *7 -* Je suis abonné à "Vendredi" et veux recevoir "Le Feu et l'eau" et "Dessins inspirés par l'actualité" : **200 F**

Soit au total.....F
Ci-joint mon paiement par chèque bancaire ou postal
Date *Signature*

***Je prends note que je recevrai en cadeau le pin's "Vendredi"**

Collection Jean-Pierre Bédéï

indemnisation "catastrophes naturelles"

L'indemnisation n'est pas automatique. Ce sont les pouvoirs publics qui décident s'il y a eu, ou non, catastrophe naturelle.



▲ *Dans l'Ain, 16 décembre 1990 : une maison effondrée sous le poids de la neige*

Qu'est ce qu'une catastrophe naturelle ?
Selon la loi du 13 juillet 1982, il s'agit d'un événement "dont les dommages matériels directs ont eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel" provenant par exemple d'une avalanche, d'une inondation, d'un tremblement de terre... Mais pour que l'assurance prenne en charge les conséquences d'une catastrophe naturelle, il faut qu'un arrêté interministériel paru au "Journal Officiel" reconnaisse l'état de catastrophe naturelle dans telle ville, tel département. Autrement dit, l'assureur ne sera obligé de vous indemniser que lorsque les pouvoirs publics auront pris une décision officielle.
Depuis l'application de cette loi, tous les contrats d'assurance couvrant les dommages à des biens (habitation, automobile, entreprise...) comportent obligatoirement une garantie contre les catastrophes naturelles ainsi que les contrats de perte d'exploitation.

Attention, si vous n'avez souscrit que l'assurance "responsabilité civile" obligatoire pour votre véhicule, vous ne serez pas couvert.
La loi n'assimile pas les tempêtes à des catastrophes naturelles car une garantie spéciale, incluse en général dans les contrats multirisques-habitation, couvre déjà le risque tempête. Cette garantie couvre aussi les dégâts dus à la grêle et au poids de la neige sur les toitures.
Pour les agriculteurs, certains dommages relèvent du régime des calamités agricoles. Se renseigner au Centre de documentation et d'information de l'assurance, 2 rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 Paris.

Comment être indemnisé ?
•Déclarer les dommages à votre assureur dès que vous en avez connaissance et au plus tard dans les dix jours qui suivent la parution de l'arrêté interministériel.
• Remettre à votre assureur un état estimatif des pertes.
• Un expert viendra ensuite constater et évaluer les dégâts.

Les délais de l'indemnisation
• Les assureurs ont l'obligation (sauf en cas de force majeure) de vous indemniser dans un délai de trois mois à compter soit de la date à laquelle leur a été remis l'état estimatif des dommages soit, si elle est plus tardive, de la date de publication de l'arrêté.

Les limites de l'indemnisation
Aux termes de la loi, dans tous les cas, une franchise de 1.500 F reste à votre charge.
Pour les biens à usage professionnel, la franchise est fixée à 10% du montant des dommages avec un minimum de 4500 F.

Ce qui n'est pas garanti :
• les dégâts causés aux biens qui sont exclus des contrats dommages ;
• les biens immobiliers construits en violation des règlements ;
• les dégâts subis par des appareils électriques ou les contenus des congélateurs lorsqu'ils résultent d'une coupure de courant, même si cette coupure est la conséquence d'une inondation.

A savoir
Pour une canalisation qui a éclaté, c'est la garantie dégâts des eaux du contrat multirisques-habitation qui intervient. Elle couvre aussi les conséquences d'infiltration d'eau de pluie à travers les toitures.

La garantie tempête
Les personnes assurées contre l'incendie bénéficient automatiquement de la garantie tempête. Les contrats couvrent les dégâts causés aux biens assurés. Il faut remettre à son assureur une attestation de la station de la Météorologie nationale la plus proche indiquant que la vitesse du vent dépassait 100 km/h dans la région.
Les bâtiments couverts doivent être de "bonne construction" (sont exclus par exemple les bâtiments clos avec des bâches). Sont garantis aussi les dommages causés par la pluie, la neige, ou la grêle à l'intérieur des bâtiments assurés s'ils surviennent dans les 48 heures qui suivent les premiers dégâts.
L'assuré aura à sa charge une franchise dont le montant varie selon la catégorie des biens.

Chrystie Lipani

... EN BREF...

■ **Chèques en bois : si vous avez émis un chèque sans provision, vous recevrez de votre banque une lettre d'injonction vous interdisant d'émettre d'autres chèques. Le délai de régularisation est de 30 jours. Au-delà, l'interdiction de chéquier passe à un an. Si vous êtes poursuivi pour escroquerie, les peines encourues vont de 3.600 F d'amende à 5 ans de prison. Si vous avez reçu un chèque sans provision et si la tentative amiable de la banque échoue, un seul recours : les tribunaux ou la procédure par huissier. La seule façon de se protéger contre les chèques en bois est de demander aux particuliers de vous payer avec un chèque certifié.**

■ Jeux olympiques : depuis le 18 décembre, la billetterie des JO d'hiver d'Albertville est ouverte. Deux formules d'achat sont proposées à des prix variant entre 180 et 1.640 F :
- les "JO passes" comprenant l'acquisition de 2 à 5 billets ;
- les "JO schuss" comprenant un forfait de ski de 6 jours et des billets pour des épreuves se déroulant sur le même domaine skiable.
Le 15 mars 1991 commencera la mise en vente des billets à l'unité. On peut se procurer une plaquette d'information au Crédit lyonnais et dans les Ets Renault.

■ **MST : l'Institut national de la consommation a mené une étude sur les préservatifs et en a testé 12.000. Toutes les appréciations à propos du plaisir, du confort, des ruptures, sont réunies dans le numéro 236 (fév. 1991) de "50 Millions de consommateurs". Des informations intéressantes.**

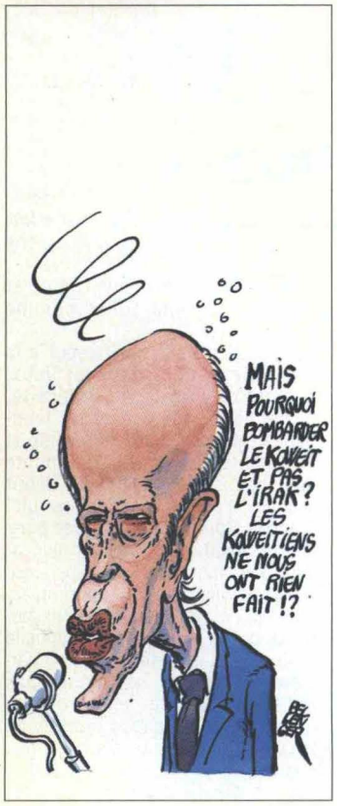
■ Les HLM viennent de signer avec les pouvoirs publics et la Caisse des dépôts et consignations un accord-cadre destiné à mettre en place un réseau de 40 chargés de mission qui devront "contribuer à la création d'emplois en appuyant les initiatives économiques dans les quartiers défavorisés".

■ **La deuxième semaine de la presse à l'école se tiendra du 2 au 5 avril. L'an dernier, 3.000 débats avec des journalistes ont eu lieu et 5.000 kiosques à journaux montés dans les établissements scolaires. Ministère et médias sont déjà mobilisés. Rens. : 36.14 Edutel presse.**

PETITE ANNONCE
100 F la ligne

9001 Le PS recherche pour le siège nat. secrétaire motivé(e) et compétent(e) connaissance système informatique pour emploi temps partiel, CDI, sal. X 13, env. CV à T. Labussière, 10, rue de Solferino, 75007 Paris.

... LE DESSIN DE LA SEMAINE ...



BLOC - NOTES

Claude Estier

6 février

De Gaulle-Mitterrand. Peut-on comparer deux hommes qui n'ont a priori en commun que d'être les seuls, à ce jour, à avoir présidé chacun pendant dix ans aux destinées de la République française ? En se lançant dans cette comparaison (1), Alain Duhamel avait conscience qu'elle n'était pas sans risque ne serait-ce que celui de s'attirer les foudres à la fois des gaullistes de "vieille souche ou d'humeur ombrageuse" et des fidèles de l'actuel président. Me situant parmi ces derniers, il me semble pourtant que l'auteur ne s'est pas mal tiré de cette délicate entreprise. Il nous livre, en effet, une série d'analyses fines du comportement de ces deux personnages en les rapprochant autant que faire se peut mais en évitant de trop pousser le parallèle entre celui que l'histoire a conduit en politique et dont, vingt ans après sa mort, la légende a embelli le souvenir, et celui que la politique fera entrer dans l'histoire mais qui est encore soumis quotidiennement au jugement -combien variable- de ses concitoyens. Entre ces deux hommes qui se sont toujours opposés, les différences sont fondamentales mais les convergences multiples. Le nationalisme sourcilleux de l'un, l'attachement viscéral de l'autre au droit et à la justice, les ont amenés à se faire tous deux "une certaine idée de la France" qui, pour n'être pas la même, les aura pareillement guidés dans les moments difficiles. Pour s'en tenir à la Ve République, la durée au pouvoir aura permis à l'un comme à l'autre de laisser une marque profonde. Et à eux seuls puisque cette durée fut refusée aux deux présidents "intermédiaires", Georges Pompidou, disparu prématurément, et Valéry Giscard d'Estaing, frappé par un échec qu'il n'en finit pas de remâcher.

10 février

"Le Monde" a bien raison de trouver "dérisoires et mal venues" les attaques de Chirac et de Léotard contre la dernière intervention du président de la République Le chef du RPR, qui affirmait quelques jours plus tôt qu'il réservait ses critiques pour plus tard, n'en est pas à une incohérence près. Il s'avance pourtant sur un terrain où le thuriféraire de Saddam Hussein qu'il fut gagnerait à être plus discret. Quant à Léotard, qui trouve "illisible" la politique de François Mitterrand, que pense-t-il de la déclaration de son successeur à la tête du Parti républicain, Gérard Longuet, pour qui "le président de la République a choisi la clarté" et qui ajoute : "Cette attitude est digne de la fonction et apporte sur des points essentiels les réponses attendues" ?

11 février

Dans sa paranoïa guerrière, Saddam Hussein a au moins le mérite de la clarté : il n'a pas plus aujourd'hui qu'hier l'intention de se retirer du Koweït. Son discours "historique" diffusé dimanche soir par la radio de Bagdad a donc fait s'évanouir le mince espoir qu'avait pu susciter la semaine dernière la tentative de médiation du président iranien Hachemi Rafsandjani qui s'en déclare fort déçu.

Du même coup, Saddam Hussein apporte une nouvelle justification au recours à la force déclenché contre lui depuis le 16 janvier. C'est lui qui a voulu une guerre qu'il a longuement préparée, c'est lui qui entraîne aujourd'hui son peuple dans le malheur. Ce que comprend fort bien l'opinion française, dont les derniers sondages montrent qu'elle continue à soutenir massivement l'action du président de la République. Au grand dam de "L'Humanité" qui, poursuivant sa campagne contre la "guerre américaine", est ce matin le seul journal français à ne pas faire mention des derniers propos bellicistes du dictateur irakien !

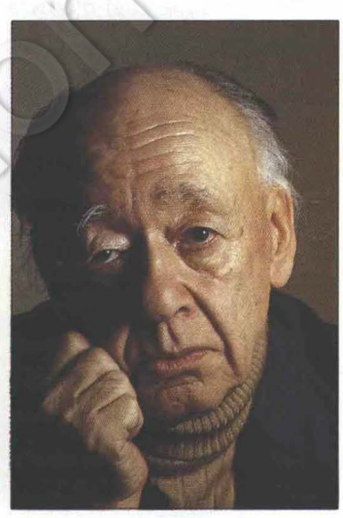
Le "sondage" sur l'indépendance de la Lituanie était peut-être "illégal". Mais la réponse a été, comme dit l'autre, "franche et massive". Et quoi qu'en pense Mikhaïl Gorbatchev, il lui sera bien difficile de ne pas en tenir compte

(1) "De Gaulle-Mitterrand, la marque et la trace" (Flammarion).

VIRGIL TANASE

Eugène Ionesco statufié avant l'heure

Ionesco refuse la logique économique. Il s'obstine à vivre alors qu'on vient de publier son "Théâtre complet".



Il fallait s'y attendre -cela leur arrive, parfois, aux académiciens !-, et pourtant la chose est choquante : la Pléïade publie, le "Théâtre complet" d'Eugène Ionesco. Entendons-nous bien : si, il y a une bonne vingtaine d'années, pour moi, la capitale du monde littéraire était Paris, il le devait au fait que Ionesco et Beckett -Claude Simon et Robbe-Grillet également- y vivaient. Depuis, j'ai nuancé : Beckett a préféré, par dégoût, il me semble, quitter Denfert-Rochereau ; Claude Simon ne fait que des séjours passagers dans les chambres de bonne de la place Monge ; Robbe-Grillet habite Neuilly, Mais Ionesco ! Ionesco, chaque fois que je passe devant la Coupole, je lève le regard pour rendre hommage à l'un des auteurs dont je me sens légitimement l'héritier, pour lequel mon admiration est totale, inconditionnelle, intime.

Certes, on le sait vieux et malade -cela leur arrive souvent, aux académiciens !- mais le "complet" que je lis sur la couverture du volume de la Pléïade m'afflige. Déjà éconduit de la littérature, déjà obligé, par contrat moral, de ne plus coucher la moindre ligne, déjà renvoyé dans une mort qu'on lui reproche, implicitement, de n'avoir pas choisie plus promptement, afin d'assurer des ventes promotionnelles et contribuer, ainsi, au redressement du chiffre d'affaires en période de crise.

On dit souvent que les hommes meurent comme ils ont vécu, et je ne peux m'empêcher de voir dans cette péripétie une dernière leçon, clownesque, bien sûr, de celui qui n'a cessé de nous mettre en garde contre les tueurs sans gage. Fellini -auquel j'apparente, volontiers, Eugène Ionesco, emportés tous les deux par une vision d'un monde aux couleurs d'une opérette tragique- mettait en scène, dans un de ses films, un grandiose enterrement du clown : immense, envahissant, remplissant l'arène, tandis que le vrai clown mourait anonymement, sur les gradins. On dirait une pièce de Ionesco. Toujours le même Béranger, ou Jean, un pauvre bougre de bonne foi, passablement honnête, s'efforçant d'être en toute simplicité un homme, confronté à une menace qui, toute cosmique, magmatique, qu'elle soit, s'insinue, comme la main du marionnettiste, dans les formes sociales les plus diverses, agréablement ridicules -il faudrait jouer Ionesco en comédie !-, monstrueusement risibles, d'une férocité dérisoire. A commencer par le langage, espèce d'animal fabuleux qui nous vampirise, qui se loge dans nos entrailles pour se manifester à notre insu et, prenant notre visage, nous conduit aux catastrophes que nous aurions voulu éviter. Puis, les autres, l'enfer social -que me soit pardonnée cette référence à Sartre que Ionesco, à juste titre, ne peut pas blairer ! Les autres, les tueurs qui égorgent par insoucience, assassins par inattention -"pour n'avoir rien de mieux à faire", dit Tchékov dans "La Mouette" -, les autres, qui sont la bêtise et la méchanceté surgissant de nous, de temps en temps, à notre grand étonnement. Les autres, qui se rencontrent dans les arts conventionnels -l'avant-garde de Ionesco n'est pas formelle, "surréaliste" : elle est expression du besoin métaphysique de refuser la gravitation logique, scientifique de la mort. Quel orgueil, quelle haute idée de l'homme doit-on avoir pour oser affirmer son être contre la mécanique des étoiles qui a besoin de nous tuer pour que l'univers survive !

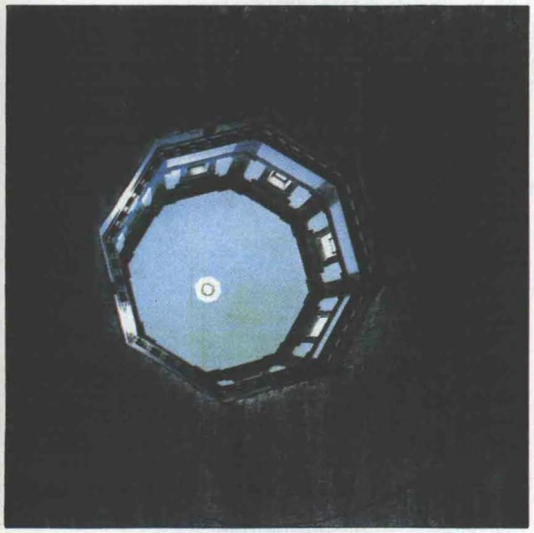
Et voilà, une fois de plus, Eugène Ionesco, mon Eugène Ionesco, refuser la logique cosmique, économique : il s'obstine à vivre, en dépit de tous les indices de productivité, croissance, produit intérieur brut, et exige que son théâtre, publié en volume, soit "complet". Oh, brave clown, il ne va pas croiser les bras, il nous écrira ne fût-ce qu'une pièce en une phrase, en un mot, juste pour embêter, une fois de plus, Dieu qui le voudrait dans son académie...

"Théâtre complet" Eugène Ionesco, Gallimard- la Pléïade, 1950 p., 470 F.

lumière de Hollande

Nous sommes aux Pays-Bas. Un après-midi de septembre 1967, comme il le ferait d'un morceau de moquette, Jan Dibbets découpa dans l'épaisse pelouse du jardin de sa sœur une forme trapézoïdale approximative. Puis il la photographia à partir d'un angle de vision qui, par un effet d'optique, transformait la forme originale irrégulière en un rectangle parfait. Avec cette "Correction de perspective", Dibbets, qui était alors un tout jeune artiste, venait de trouver un moyen d'expression.

▼ *Jan Dibbets : "Cortona" (1988)*



Et Rudi Fuchs (1) raconte : "Dibbets venu à la photographie presque par hasard prit rapidement conscience de la subtilité et de la richesse des possibilités de ce moyen d'expression." Jan Dibbets organisa son travail autour de cette idée que la modification du point de vue devient transformation optique de la forme. C'est le résultat de cette recherche que l'on découvre dans l'exposition de ses photographies qui vient de s'ouvrir.

Cette présentation de photographies est très explicite. On suit parfaitement comment, de ses premières recherches -aux limites de l'aléatoire, bien à leur place dans les tendances de l'art minimaliste de la fin des années 60- Dibbets est arrivé à ses compositions actuelles, extrêmement volontaires.

A l'origine, Jan Dibbets est un peintre. Un peintre connu, d'ailleurs, profondément hollandais. Il se souvient de la visite qu'il fit, tout petit garçon, du Rijksmuseum d'Amsterdam. Son père l'avait conduit là, comme au lieu unique où toute l'identité néerlandaise se résume et où le chef-d'œuvre de la création artistique universelle s'appelle "La Ronde de nuit". Ces marques-là restent pour la vie. Aujourd'hui, pour Dibbets, il n'est pas de peintre plus important -évidemment- que Piet Mondrian. Mondrian, un des plus grands peintres abstraits, le maître de l'utilisation de la géométrie jusqu'à ces carrés "losangiques" qui trouvent leur écho naturel dans les trapèzes de moquette de la sœur de Dibbets.

L'intérêt de cette exposition est multiple. Elle présente tout un travail de recherche qui, au fur et à mesure, prend valeur d'innovation. Elle montre le cheminement et la maturation d'un artiste (Dibbets a aujourd'hui 50 ans). Enfin, l'aspect le plus fort de la présentation du Palais de Tokyo est celui-ci : l'inspiration de ces compositions d'une extrême sensibilité ; la distance prise avec les figures abstraites au profit d'éléments figuratifs, souvent architecturaux ; l'utilisation de la couleur confèrent aux images que Dibbets fabrique une précision, une luminosité, une esthétique qui l'inscrivent par le détour inattendu de la photographie -Mondrian absorbé et digéré- dans l'immédiate proximité des grands peintres hollandais du XVIIe siècle. Même si quelque chose, dans ces photographies, évoque, davantage que Rembrandt, le tremblement de l'espace de Vermeer ou le subtil déséquilibre de Ruysdael.

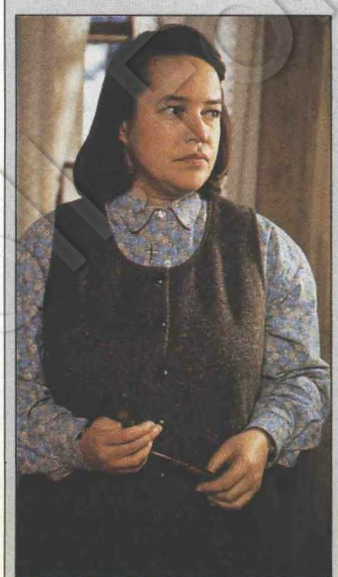
En un mot comme en mille, c'est le père de Jan Dibbets qui a bien eu raison d'emmener son fils, un jour de 1951, à la découverte des trésors du Rijkmuseum.

J.G.

(1) Directeur du Gemeentemuseum de La Haye

Palais de Tokyo, de 10 à 17 h (sauf mardi) jusqu'au 20 mai. ☎ 47.23.36.53

CINEMA



▲ *Kathy Bates dans "Misery"*

"Misery"

Il pourrait être signé Hitchcock ou Polanski. C'est le sixième film de Bob Reiner ("Stand by me", "Quand Harry rencontre Sally"). Un film d'horreur qui fait rire. Deux personnages : une ancienne infirmière à la silhouette ingrate, Annie Wilkes (Kathy Bates) séquestre, à la suite d'un accident, Paul Sheldon (James Caan), son écrivain adoré, dans une maison isolée par la neige. Ce dernier est l'auteur de "Misery", une suite de romans à succès d'amour et d'aventures, dont il vient de terminer la série en "tuant" l'héroïne. Mais, voilà, Annie n'accepte pas cette mort et, par des méthodes de plus en plus sadiques, oblige l'auteur à la ressusciter et à écrire ses nouvelles aventures.

Peu de sang. Mais une mise en scène efficace, ménageant des moments de calme pour rendre plus impressionnants les sursauts de violence. Ou nous révélant des détails inconnus de la victime, mais propres à nous horrifier. Saluons l'interprétation de James Caan, mais surtout le tour de force de Kathy Bates, pour qui le rôle à été écrit. Deux autres personnages, Buster et Virginia, apportent l'humour nécessaire pour contrebalancer l'horreur des situations. Car "Misery" est un film où l'on souffre beaucoup. A chaque coup porté sur le corps brisé de ce pauvre Sheldon, les dents se serrent et on agrippe les accoudoirs. Mais, curieusement, l'horreur est si totale qu'elle provoque un rire réflexe et libérateur qui se répand dans la salle. Accrochez-vous !

Claude Polak

TV

SERRES

N'y-a-t-il pas, désormais, deux effets de Serres ? Le premier, phénomène d'échauffement de la planète ; le second, phénomène de culture et d'encyclopédisme qui se nomme Michel Serres.

Officier de marine, professeur à la Sorbonne et dans d'autres lieux, membre de l'Académie francaise, Michel Serres fut l'invité de Jean-Marie Cavada pour une stimulante et intelligente, dense et passionnante "Marche du siècle" (FR3). En début de soirée, l'auteur du "Tiers instruit" (François Bourin) a brossé des perspectives excitantes avec son évocation de l'homme métis. "L'expérience la plus élémentaire de l'apprentissage, dit-il, c'est de découvrir autre chose : ce qu'en philosophie on appelle l'altérité. Dès le moment où l'on parle avec sa bouche, une autre langue, où l'on fait d'autres gestes, où l'on s'abandonne à d'autres mœurs, où l'on voyage vers l'autre tout change : le corps, la posture, les habitudes, l'esprit. On finit par devenir cet autre."

Avec sa voix douce et ses cheveux à la blancheur soignée, Michel Serres a plus d'efficacité, en trois phrases, qu'en trois heures les bateleurs modes confondant agitation médiatique et réflexion.

"Tant qu'il y aura des bébés" (A2), de Paule Zajdermann, documentaire en deux parties montre, avec humour et pertinence, les raisons pour lesquelles ces chers mignons refusent d'absorber malgré supplications et sourires, le moindre aliment ou pourquoi le sommeil n'est pas une simple formalité. Paule Zajdermann sait donner la parole à des spécialistes qui ne débitent pas une fausse science. Ils sont compréhensibles, s'adressent directement aux parents inquiets qui ont toujours besoin d'être rassurés, encore rassurés.

"Lorenzaccio", drame d'Alfred de Musset recréé à la Comédie Française par Georges Lavaudant (La Sept sur FR3) ! Ce metteur en scène a une vision étonnante et agitée de cette pièce quasi impossible à monter. Devait-il en faire un interminable moment d'ennui malgré la présence de Redjep Mitrovitsa, Richard Fontana et autres illustres du Français ? Le mariage réussi entre théâtre et petit écran n'était pas au rendez-vous.

"Nulle part ailleurs" (Canal+), de Philippe Gildas et Antoine de Caunes, demeure la meilleure émission de rire et de fou rire. On évite de se prendre au sérieux, de pontifier, de lancer des affirmations démenties le quart d'heure suivant. Les invités se mettent au diapason pour être bons, parfois malgré eux. Que demander de mieux ?

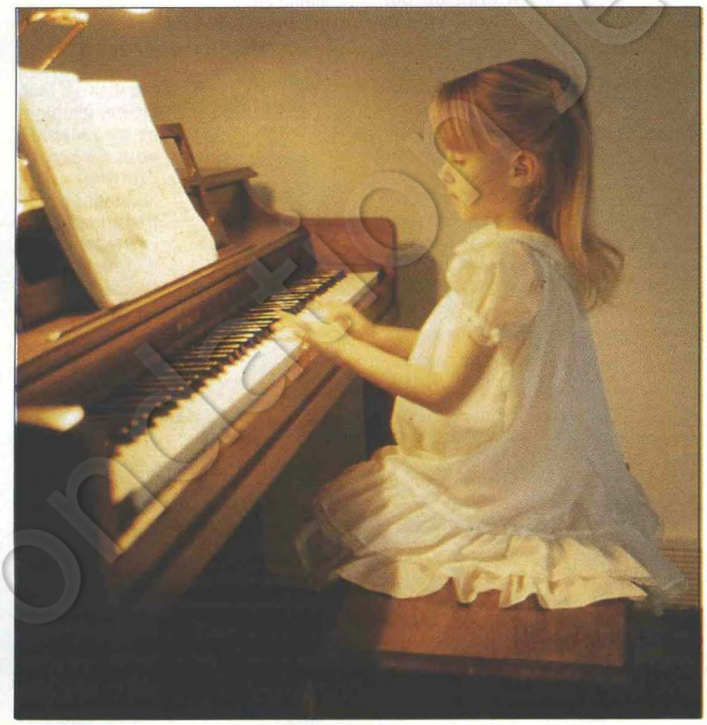
Pierre Ysmal

propos de calendrier

La réflexion est bien audacieuse.
La corrélation pourra paraître inconvenante.
Ou carrément débile. C'est le calendrier qui nous les suggère.

1991 restera dans les annales, en tout état de cause, comme l'année de la guerre du Golfe, quelles qu'en soient la suite et le dénouement. Par ailleurs, 1991 est l'année Mozart et n'aurait dû être que l'année Mozart. Sans doute la célébration ne touche-t-elle pas également sur la planète tous les individus ; elle laissera indifférents la moitié d'entre eux -voire davantage. Pourtant, la diffusion de la culture -même si elle a, en termes de partage, d'indispensables progrès à faire - est de mieux en mieux assurée. Sur l'exemple donné, compte tenu des phénomènes de mode, le bicentenaire de la mort de Mozart est hors de proportion avec les maigres manifestations qui avaient marqué, en 1891, le premier centenaire.
Quoiqu'il en soit, pour plusieurs centaines de millions d'hommes et de femmes, la célébration de l'année Mozart sera -et pour les non-mélomanes à leur corps défendant- un des événements de l'année. Nous nous en trouverons tous, plus ou moins, volontairement ou non, imprégnés. Comme par ces images subliminales qui, au cinéma ou à la télé, impressionnent, nous dit-on, nos subconscients. Comme tous ces événements internationaux, type Jeux olympiques ou Oscars du cinéma qui, par leur hypermédiatisation immédiate et simultanée à travers le globe, construisent peu à peu une conscience et une culture collectives à l'échelle de tout l'univers.
Or, l'univers est secoué par une crise qui le déchire gravement. Les données techniques de la confrontation militaire font que nous ne nous trouvons pas devant une situation de conflit mondial dans le sens de la Première ou de la Seconde Guerre mondiale. Mais le rapetissement de la planète aidant, le sentiment d'une responsabilité collective existe.
Devant cela, que nous dira Mozart toute cette année où nous l'entendrons beaucoup ?
Mozart n'a rien d'un intellectuel. Son intelligence est moyenne et sa culture n'est pas flagrante. On n'a jamais vu qu'il ait marqué de l'intérêt pour son temps. Pourtant, à quelle époque -de 1756 à 1791- n'a-t-il pas vécu ? Gœthe, Voltaire, Kant, Rousseau..., 1789. Or, il n'y a pas de message dans sa musique. Bach était porté par la foi, Beethoven habité par un amour de son semblable post-révolutionnaire. La musique de Mozart, elle, est pure de toute idéologie. Elle est exempte de toute haine et de toute violence. Pour reprendre le sentiment de Roland de Candé, c'est parce qu'elle produit un effet immense sans la moindre intention de signifier, que la musique de Mozart incite à la réflexion la plus haute.
Que la technologie de notre époque n'a-t-elle mis au point un procédé qui, sur les ailes de la musique, porterait cette réflexion élevée et sensible du côté de Washington et de Bagdad, par exemple ! Si, sur les rives du Potomac et de l'Euphrate on prenait le temps d'écouter, vraiment, ce que dit, par exemple, sur un simple piano, le rondo en la mineur...

J.G.



A choisir dans la pochothèque

"Fascisme français", *passé et présent, par Pierre Milza (Champs-Flammarion). Une excellente étude pour comprendre et interpréter tous les mouvements et idées se situant dans la mouvance fasciste. Milza évite les simplifications.*

"La Culture des apparences", *par Daniel Roche (Points Histoire-Le Seuil). Cette histoire du vêtement aux XVIIe et XVIIIe retrace l'art de se vêtir. Comment pouvait-on étudier Molière, Louis XIV, Versailles, en négligeant les costumes de la cour, de la ville, des champs ?*

"Anthologie de la poésie amoureuse à l'âge baroque" *(Le Livre de poche). Vingt poètes choisis par Gisèle Mathieu-Castellani rappellent que le baroque offre, aussi, des chefs-d'œuvre.*

"Le Roman vrai de l'Encyclopédie", *par François Moureau (Découvertes-Gallimard). Pour son n° 100, François Moureau évoque une fabuleuse réussite éditoriale modifiant notre vision de l'univers.*

"Les Folies françaises", *par Philippe Sollers (Folio). Sollers tartine sa culture, mais la confiture offre un charme discret.*

"Panique à la Scala" *par Dino Buzzati (Le Livre de poche). 24 récits qui sont 24 perles car l'auteur du "Désert des Tartares" jongle avec les situations et avec les personnages.*

"Sous le soleil de Novgorod", *par Régine Deforges (Le Livre de poche). Un feuilleton à la sauce sauvage au seuil du millénaire avec ce qu'il faut de chevauchements et de calvacades pour stimuler l'imagination.*

P.Y

... EN BREF...

■ **Les JMF ont 50 ans. Pendant tout un semestre, les Jeunesses musicales de France fêteront leur demi-siècle avec une série de tournées dans la plupart des 800 villes où les JMF sont présentes.**

■ 19e édition du Grenoble free festival de jazz du 16 au 23 mars. Sont annoncés Elvin Jones, Joachim Kuhn, Paul Bley, James Moody, Albert Mangelsdorff. Nombreux concerts gratuits.

■ **Histoire du jazz par le cinéma. Quelques documents tirés de la collection privée de Jo Milgram seront présentés le 21 février. Avec des documents sur Cab Calloway, Louis Armstrong, Count Basie, Clark Terry, Duke Ellington, Buck Clayton, Lena Horne, etc. Théâtre Maurice-Ravel Paris. ☎ 43.55.29.38**

■ Janet Jackson, Bonnie Raitt, Paul Simon, Van Halen..., Pour soutenir le moral des troupes dans le Golfe, ils ont concocté deux heures de vidéo-clips diffusés par radios et télé de l'armée US. Une idée à suivre en tricolore ?

■ **Yoko Ono, la veuve éplorée de John Lennon, ne rate jamais une occasion de se rappeler à nos bons soins. Elle enregistre et devrait publier une chanson inédite de feu John sous le label "Garage records" (dont elle a oublié de prendre la voie). "Hey, Yoko ! Give peace a chance, et laisse John dormir en paix !"**

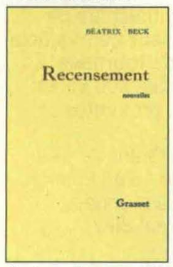
■ A chacun son Zénith, c'est ce qu'a annoncé Jack Lang, lors du 7e anniversaire de la salle de spectacles parisienne. D'ici à 1992 et après Montpellier, Toulon, Pau, Nancy, Caen, Marseille et Lyon seront dotés de lieux de spectacles analogues. En outre, l'aide aux salles plus modestes (100 à 400 places) sera renforcée grâce à des subventions d'un total de 62 millions de F pour 1989-1990.

■ **Marie Trintignant et François Cluzet interprètent, à la Comédie de Saint-Etienne, un spectacle dont ils sont coauteurs, "Au bord de toi". Avec un couple uni, à la ville comme à la scène. Jusqu'au 21.☎ 77.32.79.26**

PAGES CULTURE ETABLIES PAR
Jacques Garat
avec Nicole André (théâtre)
Frédéric Taddéi (jazz - variétés)
et Pierre Ysmal (pochothèque)

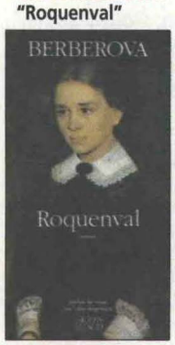
post-scriptum

BEATRIX BECK :
"Recensement"



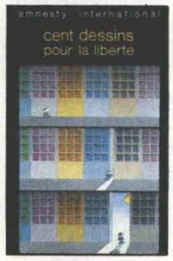
Désopilante "affaire Adam". Bien imprudemment, Dieu dialogue avec Adam. Déjà, à peine les pieds sur terre, la créature témoigne d'une insolente fierté d'homme. Le créateur ne se débarrassera du fort esprit que par un subterfuge.
C'est une des cinq nouvelles que signe Béatrix Beck. Toutes aux limites (franchies) du possible. Et qui, bien entendu, contiennent une irréfutable charge de vérité. Poétique et malicieuse.
Grasset, 184 p., 85 F.

NINA BERBEROVA :
"Roquenval"



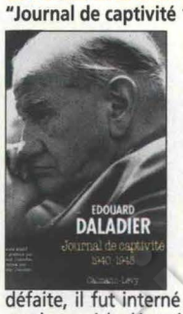
Un bref roman de Berberova et qui date de 1936. Berberova vit en France depuis une dizaine d'années. Sa longue existence d'exilée commence.
Roquenval est un château du sud-ouest de l'Ile-de-France. Sans doute vers Dourdan où elle a vécu plusieurs années. Peu importe, Roquenval est symbolique : elle décrit les tilleuls et les pelouses mais, en fait, elle parle de bouleaux et des vastes étendues de la campagne pétersbourgeoise. Question, puisque l'exil ne peut être qu'insupportable. Comment vivre avec, s'en accomoder, voire en tirer profit ?
Actes Sud, 98 p., 48 F.

AMNESTY INTERNATIONAL :
"Cent dessins pour la liberté"



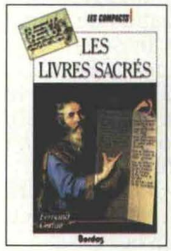
Amnesty International, qui publie ce livre, se bat depuis 30 ans "afin que la liberté d'opinion ne soit plus mortelle, afin que la torture et la peine de mort cessent d'être une fatalité."
Et Amnesty a demandé à 100 dessinateurs de donner chacun un dessin sur le thème de la liberté. 100 dessins, 100 regards : de l'espoir à l'accablement, de la cruauté à la dérision. Finalement, un album drôlement (?) tonique. Parmi les signataires : J. Bellenger et J-F Batellier.
Cherche-Midi, 130 p., 89 F (au profit d'A.I.).

EDOUARD DALADIER :
"Journal de captivité 1940-1945"



Il était un bon historien si l'on en juge sur l'analyse qu'il fait des années qui ont précédé la Seconde Guerre mondiale, pendant lesquelles il mena la politique de la France. Tenu pour responsable de la défaite, il fut interné par Pétain qui le condamna à la détention à perpétuité.
Ce "Journal" est un document. Daladier s'explique sur Munich, fait des révélations sur l'attitude de l'état-major français, donne des informations inédites sur l'attitude de Washington et Londres pendant la montée des périls. Mais il eut sans doute mieux valu que ce document ne fût pas établi par le fils de l'ancien président du Conseil ni présenté par un de ses collaborateurs.
Calmann-Lévy, 386 p., 140 F.

FERNAND COMTE :
"les Livres sacrés"



Présentation analytique des textes de base de toutes les grandes religions, sous la forme de mini-dossiers caractéristiques de cette collection documentaire.
Présentation et analyse des textes fondateurs de quinze grandes religions. 100 livres, depuis les Veda et l'Avesta jusqu'au Livre de Mormon en passant naturellement par la Thora, l'Evangile et le Coran. Fiches, bibliographie, index.
Bordas-Compacts, 260 p., 86 F.

RALF DAHRENDORF :
"Réflexion sur la révolution en Europe 1989-1990"

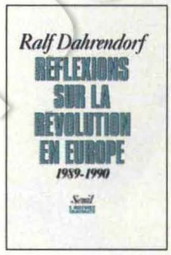


Image à la mode : celle de "Plan Marshall". Il faut, dit-on, imaginer un plan Marshall pour l'Europe centrale et accompagner sa transition vers la liberté retrouvée. Il faut, dit-on encore, lancer un plan Marshall pour les pays baltes.
Que le communisme se soit effondré signifie-t-il que le capitalisme ait définitivement prévalu ? Ne faut-il pas chercher une troisième voie conciliant, au plan international, le dynamisme du marché et la justice sociale ? L'idée symbole de "plans Marshall" ne témoigne-t-elle pas d'une aspiration collective à plus de solidarité responsable ? Exploration.
Seuil, 194 p., 89 F.

MOZART :
"Symphonies n° 38 et 41"



Mozart comme on l'aime. C'est-à-dire dépouillé de tout cliché, de tout a priori. Mais il est sans doute plus difficile qu'il n'y paraît de le débarrasser de ce qui a été surajouté, pour ne conserver que la musique qui chante et qui danse.
Armin Jordan nous restitue le plaisir de la musique avec ces deux symphonies rabâchées et souvent grossies d'intentions que le compositeur n'y avait pas mises.
Erato CD, 45582, 53'38", env. 125 F.

BARBARA HENDRICKS :
"Chants sacrés"



Le meilleur moment de ce disque généreux est dans ses trois dernières plages. Lorsque Barbara Hendricks en vient aux negro spirituals. Dans ces musiques se trouve ce qui manque souvent aux pages sacrées du répertoire classique. Quelles que soient les qualités souvent éprouvées des Ave Maria de Gounod ou de Schubert.
Dans les unes et les autres pièces, Barbara Hendricks apporte une vie, une voix lumineuses. On remarquera -parce que moins connu-"Kaddish 2", extrait de la troisième symphonie de Léonard Bernstein.
Emi, 754098, 73'43", env. 110 F.

JEAN-CLAUDE VANNIER :
"Pleurez pas les filles"



Jean-Claude compose par-ci, Jean-Claude arrange par-là. Qu'ils se nomment Jonasz ou Sanson, Birkin ou Gainsbourg : tout ce que l'Hexagone compte de chanteurs est passé par la boutique Vannier. Compositeur aux doigts de fée, Jean-Claude Vannier taille des succès, comme d'autres taillent des costards : sur mesure. L'auteur-compositeur a dans son répertoire des épingles qui vont droit au cœur : "Super Nana" (Jonasz) ; "St-Lazare" (Sanson) ; "Que je t'aime" (ah ! que Johnny !).
Avec "Pleurez pas les filles", l'interprète vadrouille sur son piano bastringue de mélodies en mélancolie ; offre aux inconsolables de Patrick Bruel, un petit disque discret (lui!) aux airs surranés et aux tristes mélopées. De la chanson comme on n'en fait plus depuis des années. Nostalgie.
Phonogram 846944 134'28', env. 130 F.

Agenda

Classique

BESANÇON
Récital S. Richter. Ne pas manquer. Théâtre, le 20 à 20h30. ☎ 81.80.73.26
FOIX
"La Flûte enchantée" (Mozart). Centre culturel, le 17 à 17h. ☎ 61.02.72.02
LYON
"Bastien et Bastienne" (Mozart). Théâtre du 8e, du 19 au 24. ☎ 78.74.32.08
MARSEILLE
Quatuor Melos (Beethoven n°3, Dvorak n°9 et Brahms n°2) Fac. médecine, le 19 à 20h45. ☎ 91.92.44.44
MONTPELLIER
"Le Couronnement de Poppée" (Monteverdi) Opéra-Comédie, du 20 au 24. ☎ 67.66.00.92
PARIS
• Show Julia Migenes : de "Carmen" à Broadway. Théâtre des Champs-Elysées, du 15 au 20. ☎ 47.20.36.37
• Gidon Kremer dirige l'Académie de musique ancienne de Moscou. Th. de la Ville, le 15 à 18h30. ☎ 42.74.22.77
• Katia et Marielle Labèque. Pleyel, les 20 et 21. ☎ 45.63.88.73
TOURCOING
"Bastien et Bastienne" (Mozart). Th. municipal, du 16 au 20. ☎ 20.26.66.03

Jazz

AVIGNON
René Bottlang, Jean Querlier au Th. du Chêne Noir le 21. ☎ 90.86.58.11
PARIS
• Sextette de Sylvin Marc. Baiser salé, du 20 au 23. ☎ 42.33.37.71
• Marc Ribot, guitare. New Morning, le 21. ☎ 45.23.51.41
• Quintette Michel Legrand. New Morning, les 22 et 23.
• Claude Nougaro et Maurice Vander. Petit Journal Montparnasse, du 18 au 21 et du 25 au 28. ☎ 43.21.56.70
• Trio Van Den Brink, Van de Geyn, Ceccarelli. Sunset, du 21 au 23. ☎ 40.26.46.60
SAINT-ETIENNE
Dee-Dee Bridgewater au Grand Théâtre, le 20. ☎ 77.25.01.24

Expositions

PARIS
• "Art et publicité". Mille pièces rassemblées. Beaubourg jusqu'au 25, sauf mardi. ☎ 42.77.12.33
• Mario Botta. Achitecte et designer suisse. Centre culturel suisse, sauf lundi et mardi. ☎ 42.71.38.38
RENNES
Bill Culbert. Un Néo-Zélandais, sculpteur très dépouillé. Halle d'art contemporain, sauf dimanche et lundi, jusqu'au 3 mars. ☎ 99.78.18.20
LYON
La Neue Galerie de Graz. Un musée (autrichien) en ballade présente ses collections d'art contemporain. Musée d'art contemporain, sauf mardi, jusqu'au 3 mars. ☎ 78.30.50.66

Danse

PARIS
• "Hic et Nunc", de R. Huilmand. Th. de la Bastille. 21 et 22 à 21h. ☎ 43.57.42.14
• Pina Bausch. Enfin à l'Opéra-Garnier ! "Iphigénie en Tauride". Les 21, 22 et 23 à 19h30. ☎47.42.53.71

Théâtre

MARSEILLE
"La Nuit juste avant les forêts" (B.-M. Koltès). Th. de la Criée. ☎ 91.54.70.54
NICE
"Une nuit dans la vie de Casanova" (F. Cuono), jusqu'au 21 et "Les Fourberies de Scapin" (Molière), avec Daniel Auteuil, jusqu'au 28. Th. de Nice. ☎ 93.80.52.60
PARIS
• "Seul en scène" (Jacques Weber), théâtre Renaud-Barrault, jusqu'au 20 février. ☎ 42 56 60 70
• "Heldenplatz" (Thomas Bernhardt) avec Guy Tréjan, Maïa Simon et Annie Girardot. Théâtre de la Colline ☎ 43.66.43.60 (sauf lundi).
• "Drôle de goûter" (Boris Vian). Comédie de Paris (sauf lundi).☎ 42.81.00.11
• "A croquer", (huit tableaux "gastronomiques") avec B. Fossey, C. Arditi, et M. Baquet. Th. St-Georges. ☎ 48.78.63.47
STRASBOURG
"Les Fausses Confidences" (Marivaux). Mise en scène Gildas Bourdet. TNS, du 16 au 21. ☎ 88.35.44.52

MARCEL MARCEAU

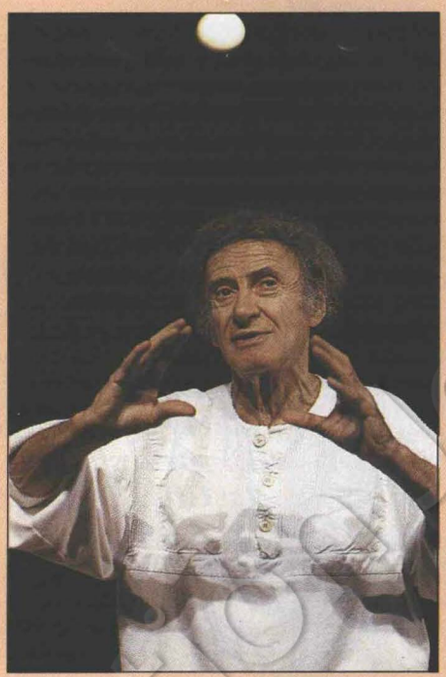
Sous le masque et le vêtement de son personnage Bip, le mime le plus célèbre du monde, se promène dans le silence depuis plus de quarante ans. Silence lourd de significations dont l'homme Marcel Marceau dévoile ici le secret.

"Vendredi". Un beau jour de 1947, est né Bip, ce personnage lunaire que vous avez promené sur les scènes du monde entier. Qui est Bip ?
Marcel Marceau. Bip est au théâtre ce que Charlot a été au cinéma. Comme lui, personnage à la fois romantique et social, tantôt vagabond, tantôt employé, il évolue dans un climat tragique ou comique. C'est, en quelque sorte, un Pierrot du XXe siècle et ses combats sont ceux de notre temps : la pollution, le nucléaire, les individus. Rêveur, amoureux, combatif, il a les mêmes qualités et les mêmes défauts que tous les êtres humains. Mais ce personnage de théâtre s'est reconstruit un monde. Bip, le solitaire, recrée l'invisible par le visible.

Comment votre personnage est-il né ?
Bip n'aurait pas existé sans Chaplin. Il n'aurait pas davantage pris naissance sans Charles Dullin. Grâce à ce comédien, j'ai rencontré Etienne Decroux, qui donnait des cours de mime dans son école.
Mon personnage sait ne plus appartenir au XIXe siècle, mais il a conservé le maquillage blanc pour rappeler qu'il est un descendant de Pierrot. Il porte un chapeau haut-de-forme surmonté d'une fleur, un maillot rayé, un pantalon blanc, des chaussons de danseur. Ce costume a légèrement évolué en conservant son aspect romantique.

Pourquoi avoir choisi le mime plutôt que le théâtre, le silence plutôt que la parole ?
Mime ou rien ! Cette phrase définitive a bercé mes 20 ans. On ne s'engage pas dans le silence parce que l'on est sourd-muet. C'est un choix, une vocation. Etienne Decroux, qui fut mon maître ès mime, était un admirable diseur. Comme lui, j'ai voulu prouver que l'art du mime pouvait, sinon remplacer le mot, du moins rendre claire la pensée par le geste. A l'avènement du ciné- ma parlant, Chaplin a dit qu'il ne fallait surtout pas détruire le mystère du silence. J'ai donc recherché une grammaire contemporaine qui remplace l'écriture.
La syntaxe silencieuse du corps traduit la pensée par des conventions de caractères et le tragique des situations à travers des métaphores et des symboles. Toute cette richesse corporelle n'est pas un substitut aux mots. Elle ne doit pas exprimer ce que le mot dirait mieux. Le geste se passe de mots.

Avez-vous toujours joué en solo ?
Quand j'ai créé Bip, je ne voulais pas m'enfermer dans mon personnage. Voilà pourquoi j'ai fondé une compagnie en 1948. Jusqu'en 1964, nous avons donné un grand nombre de pantomimes : "Je suis mort avant l'aube", "Le Manteau", d'après Gogol, "Pierrot de Montmartre", "Paris qui rit, Paris qui pleure", "Don Juan"... Bip faisait toujours trois petits tours au milieu de ces spectacles et puis s'en allait : j'enlevais son masque blanc pour la scène suivante.
Bip était le producteur de la compagnie. Tous les cachets de mes tournées aux Etats-Unis servaient à la faire vivre. Pour la première fois, les Américains voyaient un acteur deux heures et demie sur scène sans prononcer un mot.
Grâce au succès décroché outre-Atlantique, j'ai ensuite été consacré en Europe. Bip a continué ses voyages autour du monde quand la compagnie a été dissoute, faute de subvention.



Bip est le reflet de l'humaine condition. Et s'il est solitaire, il est aussi solidaire. Bip crée l'unanimité entre les spectateurs. Il y a donc un dénominateur commun. Celui de la compassion.

Vous considérez-vous comme un ambassadeur du mime ?
Après avoir tourné sur les cinq continents, j'ai pris la direction artistique de l'Ecole du mime fondée à Paris en 1978. Ma mission, aujourd'hui, est de préparer le théâtre du mimodrame de demain. D'ailleurs, le président Mitterrand, qui m'a reçu récemment, m'a assuré de son soutien dans mon projet d'un centre national du mimodrame. Comme la danse ou le théâtre, le mime est un patrimoine qu'il faut conserver.

Bip et Marceau, est-ce le même homme ?
Marceau est préoccupé par sa vie sociale et sentimentale, par le monde qui l'entoure. Bip, lui, est le reflet de l'humaine condition. Et s'il est solitaire, il est aussi solidaire. Marcel Marceau observe le monde avec un certain regard. Quand je deviens Bip, il reste en moi une part de mes réflexions philosophiques, sociales ou politiques sur la société dans laquelle je suis engagé. Le cri que je pousse à travers mon œuvre est une partie de celles-ci. Même si j'ai combattu dans la Résistance en 1942/43, je suis pacifiste. Bip soldat est un cri contre l'absurdité de la guerre. Quand Bip est romantique, ou quand Bip se suicide, c'est une partie de moi-même. Quand je joue devant des publics du monde entier, d'opinions et de religions différentes, Bip crée l'unanimité entre les spectateurs. Il y a donc un dénominateur commun. Celui de la compassion.

Quand Bip sort du silence, que pense le mime Marceau de la guerre du Golfe ?
Cet engrenage dans lequel nous nous trouvons me jette dans un trouble épouvantable. Jamais nous n'aurions dû en arriver à cette situation inéxorable. Jamais nous n'aurions dû vendre des armes à l'Irak. Mais lorsque survient un événement aussi grave, la France doit se rassembler dans l'unité afin d'éviter tous les dérapages. Le président Mitterrand, homme de culture de qui je me sens très proche, est un humaniste. Nous devons lui faire confiance.
Pourtant, je souhaite qu'il y ait le plus vite possible une paix au Proche et Moyen-Orient. Toutes les tensions qui se manifestent dans cette région du globe doivent être réglées. Toute guerre est un constat tragique ; la violence, un signe de décadence. Hélas, chaque siècle a connu des guerres. Mon cri est le même que celui de tous ceux qui sont épris de fraternité humaine et qui le montrent dans leur œuvre : aller vers une paix négociée. Le plus vite possible.

Propos recueillis par Claude Lesaulnier

19 91

"LA RECONNAISSANCE POUR TOUS DU DROIT À LA QUALIFICATION"

Le Crédit Formation Individualisé propose une formation gratuite et personnalisée pour tous ceux qui n'ont pas de qualification et qui veulent acquérir un véritable métier.

Aujourd'hui, la seconde chance c'est possible.
Etre positif c'est notre volonté !
L'Etat s'y engage.
L'Entreprise s'y engage.
Le CFI s'y emploie.

CFI : DU POSITIF POUR CEUX QUI EN VEULENT

Crédit Formation Individualisé

Robert & Partners

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Secrétariat d'Etat à la Formation Professionnelle